



Après la terreur, l'espoir



*Rapport de 1998-1999 sur le  
Fonds canadien contre  
les mines terrestres*



Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs  
and International Trade

Canada



DOCS  
CAI EA142 R26 EXF 1998/1999  
Canada. Dept. of Foreign Affairs  
and International Trade  
Seeds of terror/seeds of hope :  
1998-1999 report on the Canadian  
Landing Fund. --  
62755674



**Après la terreur, l'espoir**  
**Rapport de 1998-1999 sur le**  
**Fonds canadien contre les mines terrestres**

Données de catalogage avant publication (Canada)  
Canada. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce International

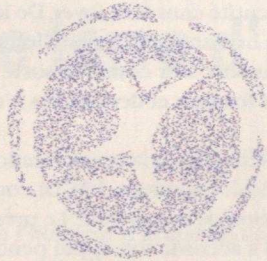
Après la terreur, l'espoir : rapport de 1998-1999 sur le Fonds canadien contre les mines terrestres

Texte en anglais et en français disposé tête-bêche.  
Titre de la p. de t. addit. : Seeds of Terror, Seeds of Hope.

ISBN 0-662-64546-4  
No de cat. E2-193/1999  
1. Mines terrestres.  
2. Mines terrestres - Politique gouvernementale - Canada.  
I. Titre : Seeds of Terror, Seeds of Hope.

JZ5645.S44 1999 355.8'25'115 C99-980413-8F

©1999 Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international



# Après la terreur, l'espoir

## *Rapport de 1998-1999 sur le Fonds canadien contre les mines terrestres*

Sommaire et messages des ministres	1
Introduction	
La terreur	2
L'espoir	4
Interdiction de l'utilisation, de la production, de l'exportation et du stockage des mines antipersonnel	9
Réduire le nombre de victimes des mines	13
Le déminage des terres prioritaires	14
Le Centre canadien des technologies antimines	20
L'aide aux victimes	23
La sensibilisation aux mines	27
Pour une meilleure information sur l'action contre les mines	29
Pour une action soutenue du Canada	31
Tableaux des dépenses, 1998-1999	
Dépenses des ministères selon le programme	34
Dépenses consacrées à l'interdiction des mines	34
Dépenses par secteur d'activité	35
Fonds affectés à l'action contre les mines suivant le pays ou la région de destination	36





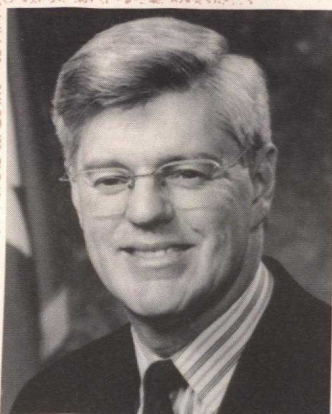
**d**ans un grand nombre de pays où l'Agence canadienne de développement international (ACDI) est active, la présence des mines entrave sérieusement le développement durable.

Ces armes, qui ne font pas la distinction entre un soldat et un enfant, ont des répercussions psychologiques, sociales et économiques dévastatrices dans un grand nombre de pays.

Le présence des mines nuit à tous les aspects du développement et de la consolidation de la paix. Bien souvent, à cause des mines enfouies dans le sol, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ne peuvent retourner en sécurité dans leur foyer. De la même façon, il est parfois impossible d'apporter rapidement une aide humanitaire essentielle, et des activités économiques pourtant bénéfiques ne peuvent reprendre leur cours, de sorte que la santé et le mieux-être des populations, en particulier ceux des femmes et des enfants, s'en trouvent d'autant plus menacés.

En apportant son concours aux opérations de déminage, à la sensibilisation aux problèmes des mines, à l'aide aux victimes et au redressement socio-économique, l'ACDI contribue à créer un contexte favorable au développement et à la réduction de la pauvreté. Le présent rapport donne un aperçu des nombreuses activités auxquelles l'ACDI a accordé son appui pendant la première année d'existence du Fonds canadien contre les mines. Il illustre en outre les résultats impressionnants qu'il est possible d'obtenir lorsque l'ACDI, d'autres ministères et des organismes partenaires coordonnent leurs efforts pour lutter contre ces engins meurtriers.

**Maria Minna**  
*Ministre de la Coopération internationale*

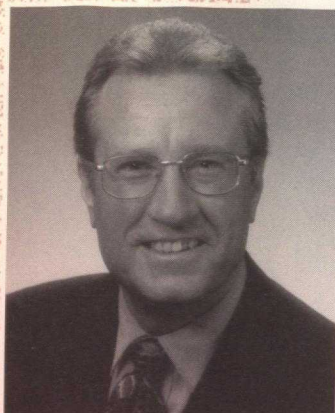


**i**ndustrie Canada a eu l'honneur de participer aux activités du Fonds canadien contre les mines pendant sa première année d'existence, en 1998-1999. En coopération avec le ministère de la Défense nationale, notre ministère a travaillé à la création du Centre canadien des technologies antimines. Il a en outre prêté son appui au secteur privé pour qu'il commercialise les technologies et le matériel existants, ou leur trouve une nouvelle application qui servira à éliminer les mines antipersonnel et à aider les victimes.

Dans le cadre de Partenariat technologique Canada, Industrie Canada examine les projets de financement des technologies qui aideront à éliminer les mines antipersonnel et leurs terribles conséquences. C'est ainsi que des fonds seront bientôt affectés à la mise au point d'une débroussailleuse qui facilitera le déminage et d'un dispositif de sondage spécial qui aidera à déterminer si un objet enfoui dans le sol est bel et bien une mine.

L'élimination des mines dans le monde constitue un des grands défis à relever à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Je suis fermement convaincu qu'Industrie Canada apporte une importante contribution à la recherche d'une solution à ce problème, notamment en collaborant avec le secteur privé à la mise au point de l'équipement et des technologies qui permettront d'éliminer les mines antipersonnel et d'apporter une aide tangible aux victimes.

**John Manley**  
*Ministre de l'Industrie*



**à** la lumière de l'expérience acquise par les Forces canadiennes, il ressort qu'une technologie et des techniques adéquates sont essentielles à la réalisation de projets de déminage sécuritaires et efficaces. La création du Centre canadien des technologies antimines, établi à Suffield en Alberta, marque un pas important dans la bonne direction. Elle contribuera à éliminer la menace que constituent les mines antipersonnel et à empêcher que les démineurs et les personnes touchées par ce problème perdent la vie ou soient mutilés. Par l'intermédiaire du Fonds canadien contre les mines, les Forces canadiennes fournissent également une aide technique précieuse dans le cadre d'un certain nombre de projets de déminage et de destruction des stocks de mines.

**Art Eggleton**  
*Ministre de la Défense nationale*

## Vers une terre d'espoir

Il y a deux ans, j'ai eu l'honneur d'accueillir au Canada les représentants de 121 nations, venus se joindre à nous pour signer un traité historique sanctionnant l'interdiction complète de l'utilisation, de la fabrication et de l'exportation des mines antipersonnel. Il s'agit du couronnement d'un effort diplomatique de longue haleine du Canada et de ses partenaires, un des moments de notre histoire dont, selon moi, il y a lieu d'être particulièrement fier.

La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, qui laisse entrevoir la possibilité de débarrasser le genre humain de ces armes inhumaines, a apporté une première lueur d'espoir à des millions de personnes du monde entier. Cependant, conscient qu'un traité ne suffirait pas à débarrasser le sol des mines, ni à soulager la douleur qui afflige les victimes, notre pays s'est engagé, en plus d'y apposer sa signature, à verser une contribution financière à l'appui des efforts soutenus qui permettront d'éradiquer ce fléau mondial. C'est ainsi que, le 3 décembre 1997, le premier ministre Jean Chrétien a annoncé la création du Fonds canadien contre les mines, auquel 100 millions de dollars seront affectés sur cinq ans.

Le rapport annuel 1998-1999 fait un tour d'horizon des efforts conjugués de quatre ministères pendant la première année d'existence du Fonds. Il contient en outre des renseignements sur nos premiers pas vers un programme intégré d'action contre les mines. Il brosse également un tableau des activités mises en œuvre pour atteindre nos objectifs que sont le déminage, l'élimination des pertes humaines et l'aide aux victimes.

Outre les projets réalisés sur le terrain avec le concours du Fonds, le Canada a continué de jouer un rôle de chef de file dans ce dossier. Nous avons montré le chemin dans les efforts pour élargir l'adhésion à la Convention, et pour que l'action contre les mines demeure au premier rang des priorités. Aussi, grâce à l'esprit d'initiative du Canada et de nos partenaires, l'appui à la Convention s'est-il accru de façon considérable : à l'heure actuelle, 136 pays l'ont signée, ou y ont accédé, et 89 d'entre eux l'ont ratifiée.

De plus, une organisation privée, la Fondation des mines terrestres du Canada a été mise sur pied cette année dans le but d'amasser des fonds pour supporter la participation internationale à l'action contre les mines et pour s'assurer de l'entière participation des Canadiens et des Canadiennes à cette initiative.

Pendant la première année de mise en œuvre du Fonds, nos efforts ont contribué à asseoir sur des bases solides l'action soutenue qui permettra de satisfaire aux obligations énoncées dans la Convention. C'est pourquoi j'anticipe de pouvoir annoncer de nouveaux progrès dans ce domaine au cours des années à venir, progrès qui permettront aux gens d'aller là où ils le désirent, en toute sécurité et remplis d'espoir pour l'avenir.

**Lloyd Axworthy**  
Ministre des Affaires étrangères



*La Convention sur l'interdiction des mines permet à des millions de gens à travers le monde d'espérer qu'on puisse débarrasser l'humanité de ces armes atroces.*

## Introduction

# La terreur

**d**ans des régions touchées par des conflits, d'un bout à l'autre du monde, il y a des gens qui ont peur du sol même sur lequel ils marchent. Ils doivent recueillir du bois de chauffe, travailler la terre, jouer ou simplement rendre visite à des voisins en sachant que leur prochain pas pourrait être leur dernier. Ces personnes portent le fardeau d'un des héritages les plus cruels de l'art de la guerre moderne : les mines terrestres antipersonnel (AP).

Les mines antipersonnel sont des armes posées sur le sol ou enfouies. Elles blessent ou tuent lorsque la pression d'un pas vient les activer. Ces armes cachées et aveugles ne peuvent faire la distinction entre la foulée d'un soldat et le pas d'un enfant. Elles continuent de tuer et de mutiler longtemps après la fin d'une guerre.

Selon la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (CIMT), plus de 50 pays ont produit au-delà de 350 types différents de mines antipersonnel. Utilisées par des forces militaires d'un bout à l'autre du monde, les mines antipersonnel, en raison de leur faible coût et de la facilité avec laquelle on peut les mettre en place, sont devenues une arme de prédilection dans les pays les plus pauvres du monde. Dans des pays comme l'Angola, le Mozambique, l'Afghanistan, le Cambodge et la Bosnie, les mines terrestres créent un sentiment de terreur que les gens ordinaires vivent tous les jours.

L'utilisation largement répandue des mines AP a provoqué une crise humanitaire d'ampleur planétaire. Selon les estimations actuelles, le nombre de mines déployées un peu partout dans le monde se situerait entre 60 et 70 millions, mais ce décompte demeure approximatif, étant donné qu'on tient peu de registres exacts au moment de la mise en place des mines. En Afghanistan, par exemple, on a éparpillé à l'aveuglette des millions de mines AP qui ont été larguées par avion ou

disséminées par camion. Bien qu'il n'existe pas d'estimation précise du nombre total de mines AP dans ce pays, on sait que ce type de pollution a touché plus de 850 km<sup>2</sup> de terres, dont 223 km<sup>2</sup> de terres agricoles.

S'il faut déboursier de 3 à 30 dollars américains pour acheter une mine, cela coûte de 300 à 1 000 dollars américains pour en enlever une. Le nombre des mines terrestres ne saurait, à lui seul, rendre vraiment compte de la gravité du problème; l'action récente visant à s'attaquer à la contamination par les mines met plutôt l'accent sur l'étendue des terres prioritaires touchées, ce qui donne une indication plus juste des répercussions humaines et environnementales de ces armes. Cela dit, on reconnaît généralement que le coût global de la réparation de la contamination causée dans le monde entier par les mines terrestres atteindra les milliards de dollars.

Si nous prenons en compte les effets plus larges des mines terrestres, nous constatons que le coût à long terme de leur utilisation a un caractère encore plus dévastateur. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) estime qu'à l'échelle mondiale, les mines terrestres font environ 2 000 victimes par mois, soit 800 morts et 1 200 blessés. Depuis 1975, elles ont fait plus d'un million de victimes, pour la plupart des civils, dont, pour une part importante, des enfants. Lorsqu'elles ne provoquent pas instantanément la mort, les mines terrestres mutilent gravement leurs victimes et provoquent un traumatisme, des douleurs qui durent toute la vie et, souvent, l'opprobre social. On compte, à travers le monde, quelque 250 000 personnes amputées à cause d'une mine terrestre. Les survivants se heurtent à de terribles difficultés sur les plans physique, psychologique et socio-économique. Dans de nombreux pays à l'économie

déjà précaire, le coût que représente la prestation d'un soutien de longue durée et de services de réadaptation constitue un fardeau inabordable.

Au-delà des coûts directs du déminage et de l'assistance aux victimes, il faut absorber des coûts plus larges d'ordre économique et social. Après la fin d'un conflit, des sociétés pauvres et rurales se voient rapidement débordées par les défis posés par la réparation des infrastructures et le remplacement de la production agricole perdue. En outre, les mines terrestres perturbent le commerce intérieur et les échanges internationaux; elles entraînent pénuries et inflation, empêchant ainsi la stabilisation économique des sociétés postérieurement au conflit. Bref, les mines terrestres perpétuent la pauvreté et constituent une entrave majeure au développement durable.

*Depuis 1975, les mines ont fait plus d'un million de victimes. La plupart sont des civils, et les enfants tués ou blessés sont nombreux.*



*Les mutilations subies par cet enfant sont le triste legs des mines.*

## L'espoir

### Le Processus d'Ottawa et le mouvement international en faveur de l'interdiction des mines terrestres

**L**a révolusio*n* provoquée par les effets atroces des mines terrestres sur les êtres humains a été le grand moteur du déclenchement du Processus d'Ottawa, une initiative diplomatique accélérée qui était sans précédent. Grâce au Processus d'Ottawa, on a pu, en l'espace de 14 mois seulement, négocier la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (la Convention d'Ottawa). Le Processus d'Ottawa a rassemblé des gouvernements épris des mêmes idéaux, des organisations non gouvernementales (ONG) favorables à l'interdiction et des organisations internationales en une efficace coalition de parties disposées à exercer des pressions pour que soit conclue la Convention. Leurs efforts ont porté fruit en décembre 1997. Sous le regard du monde entier, 122 États ont alors signé la Convention au cours d'une cérémonie tenue à Ottawa.

Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et l'ambassadrice de la CIMT, Jody Williams, à Oslo lors des négociations finales sur le texte de la convention d'interdiction des mines antipersonnel.

### L'engagement du Canada

Outre le leadership diplomatique dont il a fait preuve dans sa quête d'une interdiction, le Canada n'a pas tardé à agir afin d'honorer ses propres engagements. Tout juste un mois avant la cérémonie de signature du traité, il a montré son soutien aux principes de la Convention en achevant la

destruction de la quasi-totalité de ses stocks de mines terrestres antipersonnel. Comme le permet le traité, le Canada a conservé une petite quantité de mines AP uniquement à des fins de sensibilisation à ces mines et de formation au déminage.

Le Canada est le premier pays qui a ratifié la Convention sur l'interdiction des mines AP; il a déposé ses instruments de ratification auprès du Secrétaire général des Nations Unies le jour où la Convention a été ouverte à la signature. Dans le cadre du processus de ratification, le Canada a adopté une loi interne selon laquelle aucun citoyen canadien ne peut, sans commettre un acte illégal, produire, utiliser, transférer ou posséder des mines AP.

En décembre 1997, le Canada a concrétisé financièrement son engagement envers les buts de la Convention : le premier ministre, M. Jean Chrétien, a alors annoncé la constitution d'un fonds de 100 millions de dollars, d'une durée de cinq ans, qui aurait pour mandat de poursuivre les travaux visant l'universalisation de l'interdiction et l'atteinte de ses objectifs.

La régie du Fonds fait l'objet





*Le premier ministre Jean Chrétien, le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy, et Jody Williams de la CIMT, en compagnie de membres de Mines Action Canada, au moment de la destruction des dernières mines antipersonnel du Canada le 3 novembre 1997.*

d'une collaboration novatrice entre quatre ministères fédéraux : le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), l'Agence canadienne de développement international (ACDI); Industrie Canada (IC) et le ministère de la Défense nationale (MDN). Afin de coordonner cette action et pour mettre en évidence l'importance prioritaire qu'il lui attribue, le Canada a nommé une ambassadrice à l'action contre les mines, M<sup>me</sup> Jill Sinclair. Le Canada a été le premier pays au monde à avoir constitué une équipe d'action contre les mines se consacrant uniquement à cette tâche. Il existe maintenant des équipes similaires en France, en Norvège, en Australie, en Thaïlande et aux États-Unis.

Parmi les ministères, le MAECI joue un rôle directeur en ce qui concerne les initiatives visant l'universalisation et la ratification de la Convention, ainsi qu'en matière de coordination internationale, d'établissement de priorités mondiales et de surveillance. Le MAECI soutient également, de concert avec le MDN, la destruction des stocks de mines terrestres.

L'ACDI détient le rôle directeur dans les domaines du déminage, de la sensibilisation aux mines et de l'assistance aux victimes; pour ce faire, elle s'inspire de son expérience de l'élaboration et du financement de programmes en Afghanistan, en Angola, en Bosnie-Herzégovine, au Cambodge, en Amérique centrale et au Laos. Depuis 1993, l'ACDI a dispensé une assistance d'un montant de plus de 12 millions de dollars au titre de l'aide à l'action antimines à ces pays et régions. Elle a appuyé des initiatives semblables du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), d'organismes des Nations Unies et de certaines ONG.

Le MDN et Industrie Canada ont uni leurs efforts pour constituer le Centre canadien des technologies antimines (CCTAM). Celui-ci a pour mandat de mettre au point des technologies peu onéreuses et durables à des fins de déminage humanitaire, et d'évaluer les technologies mises au point au moyen de recherches sur place, ainsi que celles développées par des entreprises canadiennes. Cela se fait au moyen de l'utilisation des installations disponibles grâce à l'association du CCTAM avec le Centre de recherches pour la défense de Suffield (CRDS). Industrie Canada exerce la responsabilité primordiale pour ce qui est de faire la commercialisation et le marketing

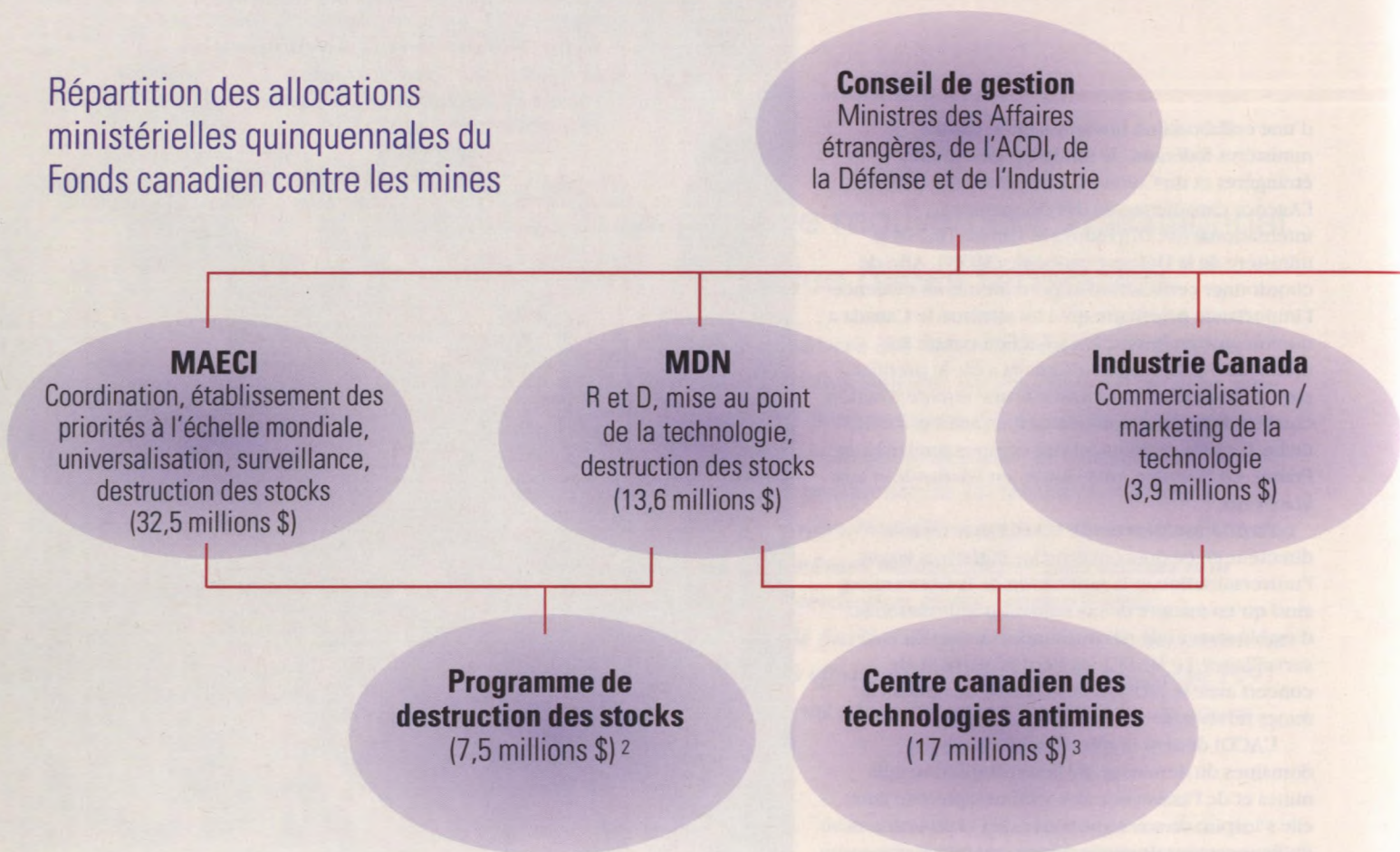


## Engagement envers la Convention

Les pays qui acceptent d'être liés par la *Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction* prennent les engagements suivants :

- interdire l'emploi, la production, le transfert et le stockage des mines antipersonnel;
- détruire les stocks existants;
- déminer les champs de mines en 10 ans;
- contribuer à la prestation de soins aux victimes des mines et à leur réadaptation;
- accepter les règles destinées à assurer le respect de la Convention.

Répartition des allocations ministérielles quinquennales du Fonds canadien contre les mines



des technologies qui paraissent les plus prometteuses. On a réservé un montant de 17 millions de dollars, échelonné sur cinq ans, en vue de la constitution et du fonctionnement du CCTAM.

Le MDN apporte également son concours à l'action antimines en mettant des conseillers techniques à la disposition des Centres d'action contre les mines en place dans les régions touchées.

Au cours de la première année d'existence du Fonds canadien contre les mines terrestres, doté de 100 millions de dollars, le Canada a pris des engagements étalés sur plusieurs années envers des projets visant un grand nombre des régions du monde qui sont les plus touchées par les mines. Mentionnons un programme de 10 millions de

dollars en Bosnie, un montant de 10,46 millions de dollars affecté à l'action contre les mines au Mozambique et un autre de 4,5 millions de dollars à des fins d'action antimines en Amérique centrale.

Mesure des progrès accomplis vers un avenir exempt de mines

Dans la lutte coûteuse et ardue menée contre les mines terrestres, la victoire est l'aboutissement de petits pas accomplis un à la fois. Ouvrir un « passage » vers une source d'eau peut sauver des vies dans un village éloigné du Mozambique. Un programme de sensibilisation aux mines peut

Le parcours vers Ottawa

1992	1995-96	Mai 1996	Octobre 1996
Lancement de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (CIMT)	Genève : Les négociations relatives à la Convention des Nations Unies de 1980 sur certaines armes conventionnelles ne font aucun progrès en ce qui a trait aux mines terrestres.	Genève : Le Canada appelle les autres pays à unir leurs efforts en vue d'une interdiction complète des mines antipersonnel.	Ottawa : Le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, met la communauté internationale au défi de négocier et de signer avant décembre 1997 un traité interdisant les mines terrestres antipersonnel.

**ACDI**  
 Déminage  
 Sensibilisation aux mines  
 Aide aux victimes  
 (50 millions \$)

1. Toutes les sommes en dollars représentent le total des fonds affectés sur cinq ans.
2. 7 millions \$ du MAECI;  
0,5 million du MDN.
3. 13 millions \$ du MDN;  
4 millions \$ d'Industrie Canada.



prévenir des dizaines d'accidents en Bosnie. Un membre artificiel peut permettre à un survivant laotien de gagner un revenu. La nature progressive de notre lutte contre les mines terrestres montre toute l'importance qu'il y a à mettre au point des instruments de mesure de nos progrès en matière d'action contre les mines à tous les échelons, du niveau local à l'échelle planétaire. La mesure du succès revêtira une importance capitale dans notre démarche visant à tirer des leçons des activités antérieures et à accroître l'efficacité et l'efficacité de nos programmes d'action antimines.

Le Canada a mis au point ses propres « mesures du progrès accompli dans l'action antimines », lesquelles reconnaissent le caractère intégré et

complémentaire des divers aspects de la lutte contre les mines terrestres.

Figurent parmi ces mesures des progrès accomplis sur le plan de l'action contre les mines :

- l'interdiction de la production, du stockage, du commerce et de l'utilisation des mines antipersonnel;
- la réduction du nombre de victimes des mines;
- le déminage;
- la prestation d'une assistance aux victimes des mines et à leur collectivité;
- le renforcement de la sensibilisation aux mines;
- l'amélioration de l'information sur l'action contre les mines et de la planification connexe.

*Corécipiendaire du Prix Nobel de la paix de 1997, Tun Channereth distribue des tracts en faveur de l'interdiction des mines. Les efforts inlassables d'activistes de la CIMT comme M. Channereth ont donné une impulsion cruciale au mouvement en faveur de l'interdiction des mines.*

#### Février 1997

Vienne : 111 États participent aux premières discussions officielles sur un projet de Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

#### Juin 1997

Bruxelles : 97 pays signent la Déclaration de Bruxelles, dans laquelle ils annoncent leur appui à une Convention sur l'interdiction des mines terrestres qui serait conclue au plus tard en décembre 1997.

#### Septembre 1997

Oslo : Les négociations sur l'avant-projet de convention durent trois semaines.

#### Décembre 1997

Ottawa : 122 pays signent la Convention.

#### 1<sup>er</sup> Mars 1999

La Convention entre en vigueur.

## Concrétiser l'espoir

La réalisation des objectifs fixés dans la Convention d'Ottawa pose de redoutables défis : elle vise rien de moins que l'éradication de ces armes et la reconstruction des vies et des localités dévastées par leur utilisation. Il n'en demeure pas moins que la Convention sur l'interdiction des mines AP, et la coopération de tous les signataires, suscitent à ce jour le meilleur espoir de remédier à la crise et d'assurer un certain degré de sécurité à des millions de personnes.

Les repères décrits précédemment sont essentiels à la réalisation des objectifs énoncés dans

la Convention sur l'interdiction des mines AP et servent à encadrer le présent rapport. Nous rendons compte de l'éventail des programmes canadiens lancés en vertu du Fonds contre les mines terrestres en décrivant comment chacune des initiatives contribue à la réalisation de ces objectifs. Puisque l'action du Canada est intrinsèquement liée à la coordination de la lutte contre les mines terrestres à l'échelle mondiale, chaque section du présent rapport commence par un aperçu des progrès accomplis dans le monde grâce à ces mesures et situe les contributions du Canada dans leur contexte international.

*Au travail dans les champs, province de Battambang (Cambodge). Cette terre, récemment remise en culture, se trouve à proximité d'un champ de mines.*

Nic Dunlop/MAECI



# Interdiction de l'utilisation, de la production, de l'exportation et du stockage des mines antipersonnel

**L**a rapidité avec laquelle la Convention d'Ottawa a recueilli des appuis a été remarquable. À partir du moment où elle a été signée par 122 pays en décembre 1997, neuf mois seulement ont suffi pour atteindre les 40 ratifications nécessaires pour amorcer le compte à rebours menant à l'entrée en vigueur du traité. Le traité a ensuite été intégré au droit international le 1<sup>er</sup> mars 1999 et il est ainsi devenu le traité de désarmement multilatéral ratifié le plus rapidement dans l'histoire. À la fin mars 1999, 135 pays avaient signé la Convention d'Ottawa ou y avaient accédé, et 71 l'avaient ratifiée, dont certains des États du monde où le plus grand nombre de mines ont été posées. Plus des deux tiers des pays du monde ont, jusqu'à maintenant, pris la décision d'interdire cette arme.

L'impact de la Convention s'étend au-delà de la liste des signataires. Une puissante norme morale contre l'utilisation des mines terrestres a été établie et elle influe maintenant sur le comportement de tous les pays, même des non-signataires.

Le commerce légal des mines, naguère florissant, a pratiquement disparu : presque tous les exportateurs traditionnels ont mis fin à cette activité. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, plus

de 50 pays ont produit des mines AP. De nos jours, moins du tiers de ces pays continuent d'en produire et seulement une poignée d'États n'ont pas encore annoncé la cessation de l'exportation des mines qu'ils produisent.

Les efforts déployés en matière de destruction des stocks ont également été considérables. Un certain nombre d'États, notamment le Canada, l'Allemagne, l'Irlande, la Norvège et la Suisse, ont

*Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en compagnie du premier ministre Jean Chrétien et du ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy lors de signature de la Convention.*



*Le premier rapport de l'Observatoire des Mines, diffusé à la première réunion des États partie à la Convention sur l'interdiction des mines, mai 1999.*

photo de couverture, Nic Dunlop, avec la permission de Human Rights Watch



constitué la pierre angulaire du Processus d'Ottawa et il fait toujours partie intégrante de l'action de mise en œuvre de la Convention.

En guise de reconnaissance de l'efficacité de l'action menée par les ONG, le MAECI a mis sur pied le Programme de partenariat pour l'action contre les mines (MAPP), afin de contribuer aux ressources générales de certaines des principales ONG nationales et internationales. Au total, un montant de 761 000 dollars a été décaissé par le biais de ce programme pendant l'année financière 1998-1999, dans le but d'appuyer trois ONG.

Action Mines Canada (AMC) a reçu des crédits de 300 000 dollars destinés à l'aider à mener à bien ses activités en faveur de l'universalisation, de la ratification et de la mise en œuvre de la Convention; ces fonds visent en outre à soutenir son action auprès d'organisations de la société civile favorables à l'interdiction en Amérique latine, en Afrique et en Europe de l'Est. Ce financement a aussi appuyé la collaboration d'AMC avec le MAECI en vue de l'élaboration d'un programme multimédia et multisectoriel de sensibilisation à l'action antimines au Canada. De plus, les fonds débloqués dans le cadre de cette démarche de partenariat ont aidé AMC à nourrir le soutien du secteur privé et de la société civile aux programmes

d'action contre les mines.

La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (CIMT) a obtenu 400 000 dollars pour qu'elle poursuive son action en faveur de la ratification et de l'universalisation rapides de la Convention dans des régions comme le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est et les anciennes républiques soviétiques où le soutien à l'interdiction commence tout juste à se manifester. Ce financement aidera en outre la CIMT à mettre au point des activités de promotion et à formuler des politiques d'action contre les mines. Enfin, les fonds accordés à la CIMT l'aideront à soutenir les capacités des organisations de la société civile favorables à l'interdiction dans des pays en développement, de manière à ce qu'elles soient en mesure de communiquer avec efficacité et efficacité avec les membres du mouvement pour l'interdiction des mines.

L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW) a reçu des crédits de 61 000 dollars destinés à renforcer sa capacité d'exercer des pressions en faveur de la ratification, de l'universalisation et de la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa. En particulier, ce financement a aidé l'IPPNW à contribuer au

déjà détruit toutes leurs mines. D'autres, comme la République tchèque, le Danemark, l'Espagne, la France, le Mozambique, la Suède, l'Ukraine et le Royaume-Uni, mettent activement en œuvre des programmes de destruction de leurs stocks. Même des États non signataires comme la Russie et les États-Unis ont commencé à détruire leurs mines.

Le Canada a fait activement la promotion de l'universalisation du traité et de son respect; il a également fourni des contributions par l'entremise de divers programmes de coopération innovateurs.

### Agir en partenariat

On peut attribuer une grande partie de la réussite obtenue sur le plan de l'élargissement de la portée du traité aux efforts tout à fait remarquables déployés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et par des organisations non gouvernementales (ONG), sous la direction de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (CIMT). Ce partenariat, à nul autre pareil, entre ces organisations et un regroupement de gouvernements épris des mêmes idéaux, a

*Depuis 1996, 20 pays ont détruit plus de 14 millions de mines. Autant d'armes qui ne tueront ou mutileront jamais personne.*

renforcement des capacités d'organisations de la société civile dans l'ex-Union soviétique afin qu'elles puissent pleinement participer au mouvement en faveur de l'interdiction et exercer des pressions sur les gouvernements de la région pour qu'ils signent, ratifient et mettent en œuvre la Convention.

## Encourager l'universalisation

Dans certains cas, de petites initiatives ciblées peuvent contribuer à dissiper les réserves au sujet de l'adoption de l'interdiction ou à persuader les États consentants qu'ils peuvent respecter les obligations qu'ils contractent en vertu du traité. Afin de soutenir les initiatives nationales, régionales et mondiales qui raffermissent la volonté politique en faveur de la Convention d'Ottawa, le MAECI a lancé le programme d'initiatives pour l'interdiction des mines, d'une durée de cinq ans. Il s'agit d'un mécanisme souple conçu dans le but de financer de petits projets régionaux d'action contre les mines susceptibles d'encourager certains pays à signer ou ratifier la Convention. Pendant l'exercice 1998-1999, ce programme a décaissé un montant légèrement supérieur à 1,8 million de dollars, dont une grande partie a été affectée au soutien de conférences et

d'ateliers internationaux qui ont fait la promotion de la Convention et ont été axés sur le renforcement de la capacité de respecter cet instrument.

Ce programme a appuyé la tenue de conférences en Jordanie, en Thaïlande, au Burkina Faso, au Liban, au Mexique et en Russie. Chacune de ces conférences a donné des résultats positifs. À Amman, la Jordanie a annoncé qu'elle allait signer la Convention d'Ottawa. Peu après la conférence tenue au Burkina Faso, ce pays est devenu le 40<sup>e</sup> pays signataire qui a ratifié la Convention d'Ottawa, ce qui a permis de fixer au 1<sup>er</sup> mars 1999 la date de son entrée en vigueur. À la conférence de Moscou, le gouvernement russe a annoncé un nouveau moratoire de trois ans sur l'exportation de mines terrestres et la fin de la production de mines AP à effet de souffle.

Le programme a appuyé l'ouverture de bureaux de la CIMT en Ukraine et en Géorgie, en plus de dynamiser des campagnes de la CIMT au Népal et en Yougoslavie. Il a également permis au Canada de financer divers programmes d'action contre les mines qui aident les États à honorer leurs obligations en vertu du traité. Figure parmi eux un certain nombre de projets de déminage et d'aide aux victimes, décrits de façon plus détaillée dans les deux sections suivantes du présent rapport.

*Des conférences et des colloques régionaux ont favorisé l'accroissement du nombre de ratifications.*

*Jody Williams, George Alleyne, directeur général de l'Organisation panaméricaine de la santé, et le ministre Axworthy à un colloque régional sur les mines antipersonnel, coparrainé par le Canada et le Mexique, janvier 1999.*

# ANTIPERS "ASUMIENDO NUESTRO COMPROMISO"

MEXICO D. F., 11 - 12 DE

ACDI



## Assurer le respect du traité

L'efficacité de la mise en œuvre de la Convention et son respect intégral sont des éléments essentiels du maintien de sa force morale, de sa crédibilité et de sa visibilité. C'est pourquoi le MAECI a lancé le Programme de surveillance des mines afin de renforcer la capacité de la société civile de surveiller l'application de la Convention d'Ottawa.

Cette année, le MAECI a décaissé un montant de 450 000 dollars afin d'appuyer le contrôle des mines terrestres, système de surveillance établi au sein de la société civile et coordonné par la CIMT. Les capacités de recherche du programme de contrôle des mines comprennent plus de 70 chercheurs répartis dans le monde entier. Le financement accordé par le MAECI a contribué à la préparation du premier *Rapport sur le contrôle des mines terrestres*, lequel a été rendu public à l'occasion de la première réunion des États parties qui s'est tenue à Maputo, au Mozambique, en mai 1999.

## Réduire les stocks

L'enlèvement d'une seule mine enfouie dans le sol peut coûter jusqu'à 1 000 dollars américains et il peut se révéler mortel. En revanche, le coût de la destruction d'une mine stockée peut ne pas dépasser 3 dollars américains et cette opération est à la fois plus rapide et plus sûre. Toutefois, tous les États n'ont pas la capacité technique et financière de détruire leurs stocks de mines avec efficacité et dans de

bonnes conditions de sécurité. La difficulté que présente la destruction de ces stocks peut empêcher des pays de signer et de ratifier la Convention d'Ottawa, car celle-ci prévoit la destruction complète des stocks dans un délai de quatre ans. Le Programme de destruction des stocks, que gèrent conjointement le MAECI et le MDN, facilite l'adhésion à la Convention en mettant à la disposition des États l'assistance financière et technique voulue pour qu'ils puissent détruire leurs stocks.

Pendant l'exercice 1998-1999, un montant de 172 000 dollars a été affecté au Programme de destruction des stocks. La signature d'un protocole d'entente entre le Canada et l'Ukraine a représenté cette année une percée diplomatique de première importance. Cela a eu pour résultat direct la signature de la Convention par l'Ukraine, tout juste avant son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars. L'Ukraine traverse une grave crise économique et a hérité du fardeau du stock de mines datant de l'époque soviétique, soit 10 millions de mines dont certaines comptent parmi les plus toxiques du monde. Il s'ensuit que l'assistance internationale présente une importance primordiale pour que l'Ukraine puisse respecter ses engagements aux termes du traité. En vertu du protocole d'entente, le Canada s'est engagé à dispenser une assistance technique et financière en vue de la destruction des stocks. En coopération avec un consortium international de donateurs, le Canada aidera l'Ukraine à acheter un incinérateur afin d'éliminer ses stocks.

*L'ancien ministre du Commerce international, Sergio Marchi, et le ministre ukrainien des affaires étrangères, Boris Tarasiouk, à la signature d'une série d'accords entre les deux pays, dont un protocole d'entente sur la destruction des stocks.*





## Réduire le nombre de victimes des mines

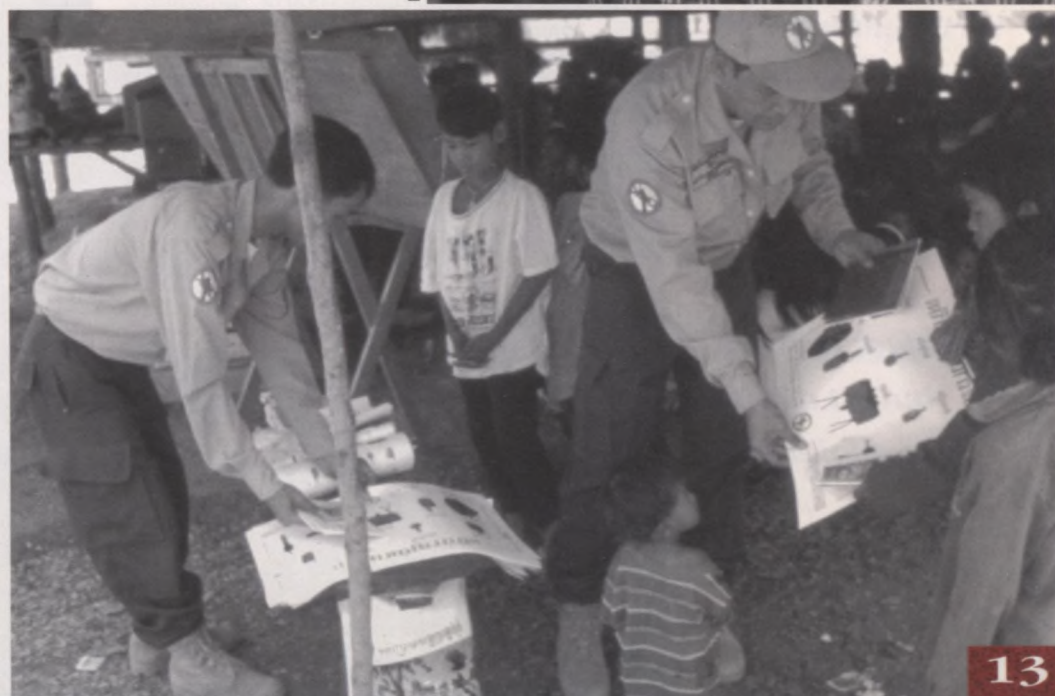
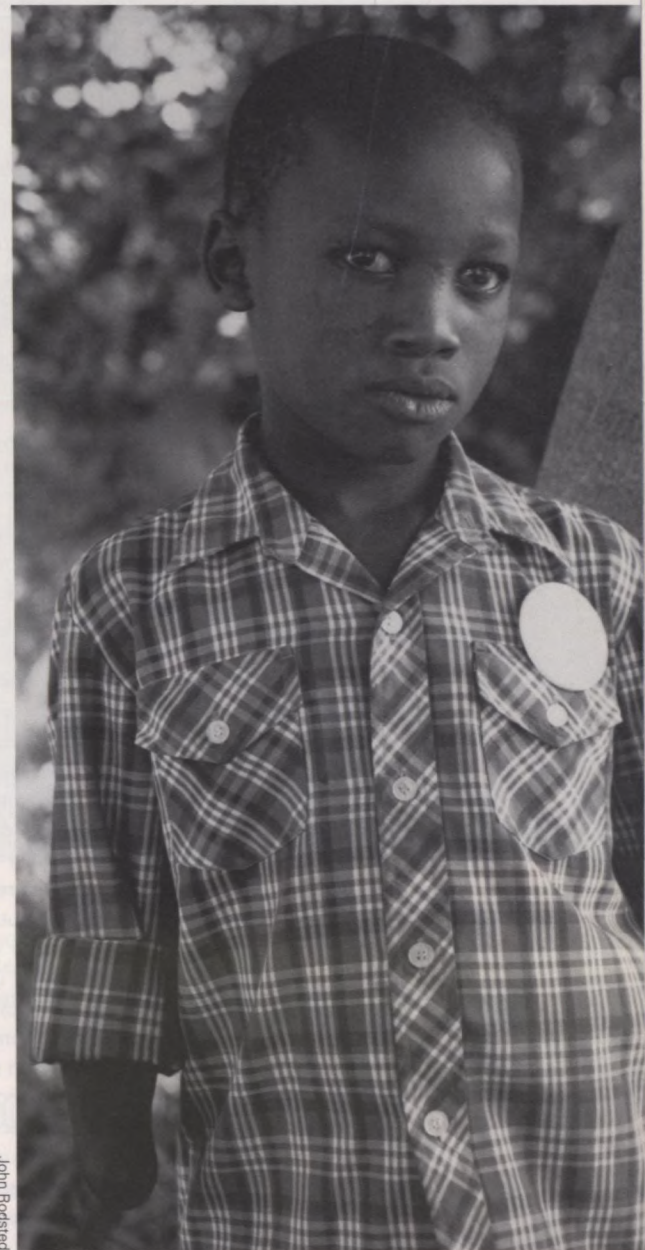
**L**a réduction du nombre de victimes des mines terrestres et, à terme, la réduction de ce nombre à néant, constituent un des objectifs primordiaux de l'action mondiale visant à interdire et à enlever ce type d'armes. La mesure des progrès accomplis dans la poursuite de cet objectif soulève toutefois de grandes difficultés en raison de l'absence de données fiables sur les victimes. Parmi les personnes qui marchent sur une mine terrestre, peu parviennent à se rendre à l'hôpital ou à un dispensaire : elles meurent sur le coup. Les familles ne signalent pas nécessairement les accidents aux autorités. Même dans les cas où les survivants parviennent à recevoir des soins médicaux, rien ne garantit que leurs blessures seront systématiquement inscrites dans un registre de données sur les incidents liés aux mines terrestres.

Cela dit, lorsqu'il existe effectivement des données crédibles, un optimisme prudent se justifie. Le taux des incidents dans plusieurs régions gravement touchées par les mines terrestres semble reculer. Le taux des victimes, aussi bien en Afghanistan qu'au Cambodge, a diminué de près de moitié de 1993 à 1998. En Bosnie, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a enregistré une énorme baisse du nombre des victimes, de 56 par mois en 1995 à 5,5 par mois fin 1998. Au Mozambique, pendant la même période, le taux mensuel d'incidents est tombé d'environ 55 à 7.

Il faudra réaliser d'autres études avant de pouvoir tirer des conclusions définitives quant aux facteurs qui ont contribué à ces améliorations. En dernière analyse, le nombre de victimes diminue au fur et à mesure qu'on supprime la menace que font peser les mines terrestres et, à court terme, au fur et à mesure que les populations prennent mieux conscience des dangers et trouvent d'autres passages, plus sûrs. Le Canada contribue à la réduction du nombre de victimes grâce aux efforts qu'il déploie afin d'interdire l'utilisation, la production et le commerce des mines terrestres, grâce à l'aide qu'il apporte au déminage et à la destruction des stocks et grâce à son soutien à des programmes de sensibilisation aux mines.

*Grâce aux efforts soutenus pour interdire l'usage des mines antipersonnel, déminer les terrains et former les populations touchées à reconnaître et à éviter ces armes, on espère mettre fin à des blessures aussi tragiques.*

John Rodstied



MAECI

## Le déminage des terres prioritaires

**i** l est fondamental de déminer les terres et de faire en sorte qu'on puisse les utiliser de manière productive, dans de bonnes conditions de sécurité. Le calendrier de 10 ans inscrit dans la Convention est ambitieux et il fixe un objectif qui nécessitera une mobilisation massive de ressources, d'ingéniosité et de volonté politique. Un des premiers défis à relever réside dans l'établissement de données de référence fiables sur la contamination actuelle par les mines et dans l'établissement de priorités de déminage d'après les besoins humanitaires les plus pressants.

Le déminage a connu une révolution tant en théorie qu'en pratique, ces dernières années. On est passé d'un modèle du déminage reposant sur le nombre de mines à un modèle davantage axé sur l'impact qu'elles ont sur les populations locales. Dans les programmes de déminage antérieurs, on mesurait souvent le succès d'après le nombre de mines détectées et détruites plutôt que d'après la superficie des terres productives déminées ou d'après la diminution des effets sociaux et économiques des mines sur les populations locales.

Les approches plus récentes font appel à la consultation communautaire et à des études d'impact afin de repérer les secteurs à la fois à haut risque et ayant un degré de priorité élevé, comme les routes, les champs, les sources d'eau et de bois qu'il faut déminer d'abord. Dans certains cas, des techniques de réduction sectorielle, comme le recours à des chiens spécialement dressés pour détecter les mines, ont accru de manière spectaculaire la rapidité avec laquelle on peut remettre en culture de grandes superficies de terre.

Malheureusement, le manque de données



John Rosted

*L'efficacité du déminage doit se mesurer en fonction de la portion de la surface terrestre qui est remise en exploitation.*



Nic Dunlop/DFAIT



comparables fait qu'il est difficile de brosser un tableau détaillé des progrès accomplis à l'échelle mondiale en matière de déminage. Cela dit, les chiffres disponibles suscitent un certain optimisme :

- En Afghanistan, approximativement 64 % des secteurs résidentiels et des réseaux d'irrigation minés, et 33 % des routes minées, ont été déminés de 1993 à 1998. Environ 93 % des terres déminées ont été remises en production.
- Au Cambodge, 23 % des terres suspectes ont été déminées ou déclarées exemptes de mines.
- En Croatie, 50 % de toutes les routes, infrastructures et zones habitées qui étaient minées ont été déminées, mais seulement 5 % des secteurs suspects l'ont été.
- Au Mozambique, quelque 7 400 kilomètres de routes ont été déminés et peuvent maintenant être empruntés sans danger à des fins productives.
- Au Nicaragua, près de 40 % des mines dont on soupçonnait la présence ont été enlevées en seulement quatre ans de travail intensif.

Les contributions du Canada au déminage du sol sont importantes et englobent toute la gamme des activités nécessaires à l'instauration de bonnes conditions préalables au déminage : renforcement des capacités locales; aide à l'établissement de relevés et de cartes; fourniture d'équipements protecteurs et de conseils techniques; offre de chiens détecteurs de mines et d'autres équipements

de détection; enfin, lancement de recherches sur de nouvelles technologies de déminage à des fins humanitaires, et mise à l'essai et commercialisation de ces technologies.

## Bosnie-Herzégovine

Une des conséquences de la désintégration de la Yougoslavie a été l'infestation de mines terrestres en Bosnie-Herzégovine. On y compte, selon les estimations, 30 000 champs de mines et un total variant entre 750 000 et un million de mines enfouies dans le sol, selon le Centre d'action contre les mines de Bosnie-Herzégovine. Réagissant à cette crise d'ordre humanitaire, le Canada lui a affecté une aide d'un montant de 10 millions de dollars, étalés sur cinq ans.

La Bosnie dispose de ressources importantes pour l'action contre les mines. Environ 650 démineurs civils ont été formés au déminage humanitaire. En outre, les armées des anciennes factions belligérantes ont dans leurs rangs quelque 500 démineurs, et elles ont signé un protocole d'entente avec le Centre d'action contre les mines de Bosnie-Herzégovine, en vertu duquel elles lancent des opérations de déminage humanitaire conformes aux normes des Nations Unies dans des secteurs désignés terres prioritaires par le Centre d'action contre les mines.

*Grâce à l'aide canadienne, des ressources locales ont pu être établies pour déminer des terrains de culture comme celui-ci en Bosnie.*

*En cofinçant les frais d'assurance, le Canada et la Norvège ont aidé à faire doubler le nombre de démineurs en Bosnie-Herzégovine.*

La présence de nombreuses organisations internationales civiles et militaires, dont la Force de stabilisation de l'ONU (SFOR), le CICR, divers organismes des Nations Unies, le Bureau du Haut Représentant, des ONG internationales actives dans le domaine de l'action contre les mines et la Banque mondiale, permet de prodiguer un soutien supplémentaire à l'action antimines.

Le programme du Canada au titre de l'année financière 1998-1999 a mis l'accent sur deux éléments principaux : la consolidation des institutions et le déminage humanitaire. Bien qu'il soit impossible d'estimer la superficie des terres que ce programme permettra de déminer, le Canada a augmenté de 450 le nombre de démineurs en cofinçant (avec la Norvège) le programme d'assurance de la SFOR-Entité Forces armées, et il soutient de nombreuses équipes de déminage par l'entremise d'ONG. Un volet assistance aux victimes deviendra partie intégrante du programme dans le courant de l'année 1999.

En plus d'une contribution de 500 000 dollars visant à renforcer les capacités des centres civils et militaires locaux d'action antimines, le Canada a soutenu des opérations de déminage dans la région :

- 800 000 dollars affectés au programme de déminage de la SFOR-Entité Forces armées. Ces fonds ont été consacrés à l'achat d'équipement de débroussaillage et d'assurance pour les démineurs. Le cofinancement canado-norvégien de cette assurance a doublé le nombre d'agents participant au déminage de terres (Agence d'exécution : PNUD);
- 450 000 dollars pour appuyer les opérations de déminage menées par l'ONG bosniaque Akcija Protiv Mina (Agence d'exécution : Handicap International);
- 460 000 dollars affectés aux opérations de déminage dans le canton de Sarajevo. Parmi les

zones qui ont retrouvé cette année une utilisation civile, mentionnons le cimetière de Sarajevo (Agence d'exécution : *Norwegian People's Aid*);

- 110 000 dollars pour dresser et déployer des chiens de détection des mines (Agence d'exécution : Canadian International Demining Centre);
- 150 000 dollars pour mettre cinq conseillers techniques des Forces armées canadiennes à la disposition du Centre d'action contre les mines de Bosnie-Herzégovine.

En novembre 1998, le Canada a également promis un million de dollars en faveur du Fonds slovène d'affectation spéciale pour le déminage et l'assistance aux victimes dans la région. Cette contribution sera faite au cours de l'année financière 1999-2000.

## Cambodge

Le Cambodge se classe sans aucun doute parmi les États les plus infestés par les mines; on y compte, selon les estimations, de quatre à six millions de mines terrestres laissées à la suite de 30 ans de conflit international et civil. Le Cambodge est maintenant un pays extrêmement pauvre et il est tributaire de l'aide internationale au moment où il tente de stabiliser son économie et de régler le problème des legs laissés par les conflits. Réagissant au problème des mines terrestres au Cambodge, des fonctionnaires du MDN, de l'ACDI et du MAECI ont envoyé une mission dans ce pays en mai 1998 et ont formulé un programme pluriannuel d'action contre les mines fondé sur les conclusions de cette mission.

Les grands objectifs de ce programme de financement sont de prodiguer une aide au déminage humanitaire, d'accroître l'accès à des terres déminées, de renforcer la capacité interne de plus en plus grande du Cambodge en matière

d'action antimines et, enfin, de concourir à la réadaptation des victimes des accidents causés par les mines terrestres. En 1998-1999, ce programme a attribué un montant de 100 000 dollars afin de dispenser une formation dans le domaine de la gestion à des gestionnaires et à de hauts responsables du Centre cambodgien de déminage (CCD). Cette formation a été

Carol Hart/ACDI

*Les démineurs de Handicap international et d'Akcija Protiv Mina inspectent des mines antipersonnel typiques de celles qui abondent en Bosnie.*





assurée par le MDN au Cambodge et au Canada.

Le Canada soutient également le CCD en mettant à sa disposition des conseillers techniques. Un montant total de 500 000 dollars a été acheminé par l'intermédiaire du Fonds des contributions volontaires du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le but d'absorber le coût de l'affectation de sept membres des Forces armées canadiennes au Cambodge à titre de conseillers. Ces sept conseillers demeureront au Cambodge jusqu'à la fin de l'exercice 1999-2000. On prévoit que le soutien sera ramené à cinq membres des Forces armées canadiennes pendant la période 2000-2002.

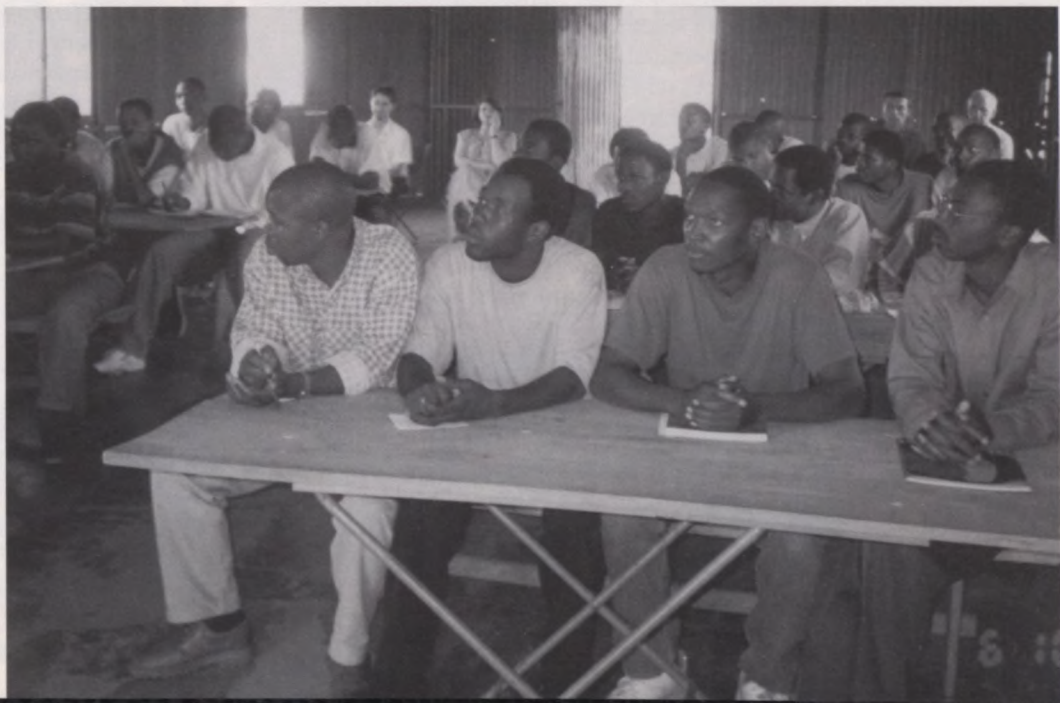
## Mozambique

Plus de 30 ans de guerre civile ont laissé, selon les estimations, de 250 000 à 500 000 mines antipersonnel dans le sol du Mozambique. Lorsque le conflit a pris fin en 1992, le déminage est devenu une priorité. Toutefois, les ressources financières limitées du Mozambique étaient débordées par le besoin de prodiguer une importante assistance aux victimes et par la faible superficie des terres arables. La situation très éprouvante du Mozambique fait de celui-ci un objectif prioritaire du Fonds canadien contre les mines terrestres.

Une étude réalisée par l'ONU a permis d'établir qu'une des principales raisons de la lenteur des

*Les conseillers techniques des Forces armées canadiennes auprès du Centre cambodgien de déminage reçoivent le prix des services spéciaux de l'ONU.*

*Des stagiaires mozambicains assistent à une séance de préparation en vue d'effectuer un levé de niveau un. Ce projet, mis en œuvre par le Centre canadien de déminage international, fournira des renseignements essentiels pour le déminage des terres, tout en créant une capacité antimines nationale.*



David Horton/CCDI

*Équipement protecteur pour déminage de Med-Eng actuellement utilisé au Pérou. Des combinaisons similaires ont été achetées par le Canada pour être utilisées au Yémen et en Jordanie.*

De plus, le Canada apporte une assistance technique au Programme de déminage accéléré du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD/PDA). Trois conseillers techniques du MDN contribuent au renforcement des capacités locales en montrant au personnel local comment réaliser des relevés et constituer des bases de données. Un total de 275 000 dollars a été versé au PNUD/PDA aux fins de l'achat d'équipement. Le volet formation de la contribution canadienne revêt une importance particulièrement cruciale en vue d'assurer la durabilité à long terme du programme d'action contre les mines.

## Pérou-Équateur

progrès accomplis au Mozambique au chapitre du déminage résidait dans l'absence d'une bonne enquête nationale de niveau un qui l'aiderait à définir des priorités en vue d'une action nationale contre les mines. Pour combler ce besoin, l'ACDI finance au Mozambique un Programme de pays intégré, doté de crédits de 10,46 millions de dollars échelonnés sur cinq ans; ces fonds permettront de réaliser un relevé national de niveau un et de fournir du matériel pour l'établissement de relevés et d'une cartographie géospatiale. Une mission d'évaluation achevée en septembre 1998 a confirmé le besoin d'un programme recouvrant toute la gamme des activités de soutien sur les plans institutionnel, technique et de la formation, ainsi que le relevé de base et les travaux de cartographie.

Pendant l'année financière 1998-1999, l'ACDI a consacré 425 000 dollars au programme d'action contre les mines au Mozambique. L'organisation Canadian International Demining Centre (CIDC), qui a son siège à Sydney, en Nouvelle-Écosse, s'est vu adjuger un contrat en vue d'effectuer le relevé de niveau un. Le déploiement a commencé en mars 1998.

L'engagement à déminer une partie contestée de la frontière entre le Pérou et l'Équateur est une des pierres angulaires d'une série d'accords de paix signés par les anciens adversaires en octobre 1998. Le Canada et l'Organisation des États américains (OEA) souhaitent vivement appuyer cette action afin de permettre la démarcation des frontières convenues, ce qui est un moyen de favoriser la stabilité dans la région.

Le Pérou et l'Équateur ont tous deux reçu 50 000 dollars en guise de soutien de la phase 1 d'un plan de déminage de leur frontière commune. Ces crédits ont servi à l'achat d'équipement protecteur pour le déminage fabriqué au Canada par l'entreprise Med-Eng Systems. Le Canada continue, par l'entremise de l'OEA, d'appuyer la réalisation de la phase II du plan de déminage de la frontière et, au printemps 1999, il a débloqué des fonds de démarrage d'un montant de 300 000 dollars en faveur d'un nouveau fonds d'affectation spéciale de l'OEA consacré exclusivement à la collecte de fonds dans l'hémisphère occidental en vue du déminage le long de la frontière entre le Pérou et l'Équateur.

## Nicaragua

Après le passage de l'ouragan Mitch en novembre dernier, le Nicaragua a vu des années de dur travail de déminage annulées, des inondations et des coulées de boue ayant déplacé des champs de mines qui avaient été repérés et marqués.

Le Canada a fait une contribution de 100 000 dollars pour donner à l'OEA les moyens d'effectuer la première évaluation des répercussions de l'ouragan sur les opérations de déminage. Ces fonds ont également contribué au remplacement du matériel essentiel servant à l'établissement de relevés et au déminage, perdu pendant cette catastrophe.

Pour répondre aux besoins de déminage le long de la frontière entre le Nicaragua et le Honduras, le Canada a annoncé une contribution d'un million de dollars étalée sur deux ans. La Norvège verse également une contribution d'un million de dollars à ce projet, que gère l'OEA. Le financement canadien de ces travaux est débloqué sur une période de deux ans, de 1999 à 2001.

## Jordanie

Après la décision de la Jordanie de signer la Convention d'Ottawa, le Canada et la Norvège ont convenu avec ce pays de réaliser un programme quadripartite d'aide à l'action contre les mines. Le Canada a participé à une mission exploratoire conjointe en juillet 1998 et, dans le cadre de ce projet, il a fourni de l'équipement et des services de formation au coût de 285 000 dollars.

---

*Le Canada contribue à l'établissement de nouvelles cartes et aux opérations de déminage au Nicaragua, tâches rendues indispensables après le passage de l'ouragan Mitch.*

## Yémen

Pour appuyer l'action de déminage du Yémen, l'ACDI a versé 1,5 million de dollars au Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS). Ces crédits ont permis à ce dernier de réaliser un relevé national de niveau un. Les résultats du relevé aident le Yémen à se fixer des priorités nationales en matière de déminage. Le programme d'initiatives pour l'interdiction des mines du MAECI a également versé 107 000 dollars au Yémen afin qu'il se procure des équipements protecteurs. L'ONG canadienne ADRA/Canada se charge de l'achat de l'équipement.

## Tchad

Au Tchad, notre contribution de 100 000 dollars au nouveau Centre d'action contre les mines lui a permis d'acquérir de l'équipement pour des bases de données et de recruter du personnel chargé de les exploiter. Le Tchad pourra ainsi réaliser un relevé national de niveau un sur le problème que posent les mines dans le pays, préparer des cartes et fixer des priorités en matière de déminage.

## Croatie

La contribution canadienne de 100 000 dollars au Centre d'action contre les mines de Croatie aidera ce dernier à assurer le contrôle de la qualité; on veillera à ce que le déminage de terres se fasse dans le respect de la norme de déminage humanitaire dans une proportion de 99,6 %, norme fixée par l'ONU. On se sert de chiens spécialement dressés à cette fin pour la détection de mines en Croatie; l'appui du Canada servira à répondre aux besoins des chiens et de leurs maîtres.



## Recherche et développement en déminage



### Le Centre canadien des technologies antimines

*Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la plus grande partie des recherches portant sur les technologies de déminage a visé à accroître la rapidité et l'efficacité du déminage militaire. Les forces militaires ont pour objectif d'assurer un passage sûr pour le transport de troupes et d'équipement militaire lourd à travers des champs de mines. Toutefois, la technologie du déminage militaire n'a pas toujours aidé au déminage humanitaire, car celui-ci exige la décontamination de superficies beaucoup plus grandes et des taux de déminage avoisinant 100 %.*

Afin de favoriser les activités de recherche-développement dans le domaine des technologies de déminage humanitaire, le Canada a créé en 1998 le Centre canadien des technologies antimines (CCTAM), qui est maintenant situé au Centre de recherches pour la défense de Suffield (CRDS), en Alberta. Cette initiative conjugue les compétences et les installations militaires du ministère de la Défense nationale (MDN) et les ressources dont dispose Industrie Canada pour faire appel à l'esprit d'entreprise et d'innovation des sociétés privées canadiennes.

Étant situé tout près du CRDS, le Centre a accès à des installations avancées de mise à l'essai et d'évaluation sur les terrains d'expérimentation de Suffield et il peut tirer parti du programme internationalement reconnu du CRDS dans le domaine de la recherche-développement antimines.

C'est Industrie Canada qui joue le rôle directeur pour ce qui concerne la commercialisation et le marketing des technologies canadiennes déjà au point. Grâce à la participation du Programme de partenariats technologiques d'Industrie Canada, les entreprises possédant de nouvelles technologies prometteuses en matière de déminage humanitaire peuvent obtenir de l'aide pour commercialiser leurs produits.

Le CCTAM a pour mandat d'accroître la rapidité et l'efficacité des technologies de déminage humanitaire et d'en abaisser le coût. Afin de s'acquitter de ce mandat, le Centre mettra l'accent sur les activités suivantes:

- recherche-développement (R-D);
- adaptation de l'équipement militaire;
- acquisition et diffusion de renseignements techniques
- réalisation d'essais et d'évaluations;
- recherche de solutions de rechange aux capacités en mines antipersonnel;
- commercialisation des technologies pertinentes

Le montant total des dépenses consacrées au démarrage et au fonctionnement du CCTAM pendant la première année d'existence du Fonds canadien contre les mines s'est établi à 1,1 million de dollars, et les travaux mentionnés ci-après et relevant des domaines présentés précédemment ont été effectués.

### Recherche-développement

On a entrepris cette année une étude de délimitation afin que le Centre dispose d'un plan directeur pour son programme de recherche-développement. Les auteurs du rapport ont passé en revue l'éventail des technologies applicables et ont recommandé que la recherche soit axée sur la découverte de méthodes plus efficaces de détection et de neutralisation des mines, et de protection des démineurs. Parmi les projets, mentionnons :

- l'acquisition de technologies permettant d'étudier les blessures tissulaires provoquées par l'explosion de mines. On prévoit que cette technologie sera en place et que les tests préliminaires sur l'explosion de mines seront



achevés d'ici la fin de la prochaine année financière;

- la mise au point d'une série de mines mécaniques de remplacement, dont on peut se servir pour évaluer les dispositifs mécaniques - comme les fléaux - permettant de préconditionner les sols et de détruire les mines dans les champs minés plus anciens recouverts de végétation;
- la formulation de plans de mise à l'essai d'une sonde de mines instrumentée au Centre cambodgien de déminage;
- la mise à l'essai d'un prototype de système de protection des pieds que met au point une entreprise canadienne;
- l'élaboration de plans de mise à l'essai d'une nouvelle technique de neutralisation des mines terrestres par explosion. Cette nouvelle technique accroîtrait la sécurité du transport des matériaux de neutralisation, car on peut faire l'assemblage nécessaire sur le terrain à partir de deux précurseurs qui ne sont pas explosifs tant et aussi longtemps qu'ils n'ont pas été combinés;
- la participation à un grand essai international de systèmes manuels de détection. On prévoit que, pendant la durée de l'essai, on évaluera environ 25 systèmes de détection de métaux.

## Adaptation de l'équipement militaire

Grâce à son association avec le CRDS, le Centre examinera la possibilité de transférer la technologie du déminage militaire à des fins civiles. C'est le cas, par exemple, d'une sonde de mines instrumentée qui traite les signaux pour faire la distinction entre le plastique, le métal et la pierre. Le concept de cet appareil vient du CRDS et le secteur privé canadien est en train de l'exploiter sur le plan commercial.

## Acquisition et diffusion des renseignements techniques

Cette tâche sera accomplie, dans une large mesure, par le Forum d'information constitué par le Canada et la Commission européenne. Le Forum accueille volontiers les pays qui disposent d'un programme de R-D en cours et il créera une publication électronique spécialisée qui traitera des technologies antimines. Le directeur du CCTAM sera corédacteur en chef de cette publication. Parmi les autres modalités d'échange d'information, mentionnons les ateliers et colloques techniques.

Afin d'amener le secteur privé canadien à relever le défi du déminage et de renseigner les requérants éventuels sur le mandat du CCTAM et les ressources dont il dispose, le Centre a tenu un atelier auquel ont participé plus de 70 représentants du secteur privé, des pouvoirs publics et des milieux du déminage. Il en est sorti plus de 30 propositions qui sont actuellement à l'étude.

## Réalisation d'essais et d'évaluations

Les installations exceptionnelles dont il dispose grâce au CRDS permettent au Canada de participer activement au

---

*Le CCTAM contribue aux essais sur le terrain de technologies pouvant améliorer les pratiques actuelles de déminage. Cette nouvelle sonde a été essayée au Cambodge.*

***Le CCTAM étudie de nouvelles technologies visant à améliorer l'action humanitaire antimines.***





programme international de tests et d'évaluation, qui vise à offrir à l'échelle mondiale des moyens standardisés de mettre à l'essai les nouvelles technologies de déminage. Le CCTAM se sert de ces installations d'essais en sa qualité d'organisme d'évaluation. L'évaluation d'ensemble réalisée par le CCTAM aide Industrie Canada à faire la commercialisation et le marketing des technologies de déminage.

## Étude des solutions de rechange aux capacités en mines antipersonnel

Les objections de certains États à l'adoption de la Convention sur l'interdiction des mines AP, au motif que ces armes offrent une option utile et présentent un bon rapport coût-efficacité, demeurent l'un des obstacles les plus importants à l'universalisation du traité. C'est pour cette raison que le Canada est déterminé à étudier des solutions de rechange. On espère que des recherches fiables sur les effets de la suppression de ces systèmes d'armes des arsenaux des forces armées auront un effet positif sur les États réfractaires.

Dans ce contexte, une recherche opérationnelle sur le rôle des mines AP dans la conduite des guerres est en cours. Cette étude déterminera les

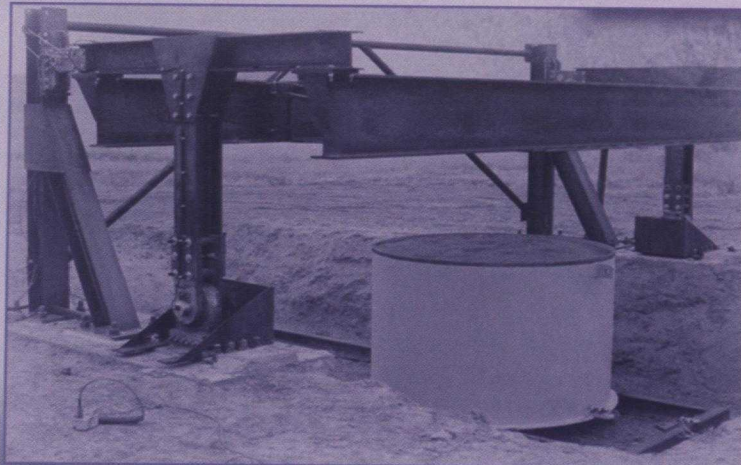
conséquences du retrait des mines AP sur les opérations des forces terrestres et passera en revue les technologies de remplacement qui sont nécessaires, le cas échéant. Lorsque l'étude sera achevée, le CCTAM étudiera des solutions de rechange offrant les avantages des mines terrestres, sur le plan de la sécurité, mais sans leur héritage mortel.

## Commercialisation

Au sein du CCTAM, Industrie Canada contribue à la commercialisation de technologies et d'innovations pertinentes à des fins de déminage humanitaire et d'assistance aux victimes. Une des technologies mises de l'avant concerne des débroussailleuses susceptibles d'améliorer sensiblement l'efficacité des opérations de déminage.

Afin d'informer les entreprises canadiennes de l'aide qu'elles peuvent obtenir, Industrie Canada a conçu un site Web énumérant les possibilités de commercialisation des produits actuellement disponibles. Par l'intermédiaire de Strategis, l'instrument phare d'Industrie Canada servant à la diffusion de renseignements commerciaux sur l'internet, on encourage les entreprises à s'inscrire, elles-mêmes et leurs produits, sur le répertoire en direct.

*Cette structure mesure les effets de souffle de charges allant jusqu'à 2 kg.*



*Ce tube à essai de souffle est utilisé pour évaluer l'équipement de protection et étudier les effets de souffle sur le corps humain à l'aide de mannequins. Une force d'explosion pouvant atteindre 100 livres par pouce carré peut être simulée dans le tube.*

# L'aide aux victimes

**S**elon une étude récente publiée dans le British Medical Journal, on compte une victime d'une mine terrestre dans un ménage sur 20 dans quatre des pays le plus gravement infestés par des mines (Afghanistan, Bosnie, Cambodge et Mozambique). Dix pour cent des 2 100 victimes de mines terrestres rencontrées par les chercheurs médicaux étaient des enfants. Les chercheurs ont également constaté que les ménages comptant des victimes de mines terrestres avaient 40 % plus de chances d'éprouver de la difficulté à nourrir leur famille. Des statistiques de ce type, et les récits poignants des tragédies personnelles qui les accompagnent, ont fait de l'une assistance aux victimes une des priorités les plus pressantes du Canada en matière d'action contre les mines.

À l'échelle mondiale, la nature de l'assistance dispensée aux victimes de mines connaît des changements très profonds, similaires à ceux dont nous avons fait état en ce qui concerne le déminage. Par le passé, l'assistance aux victimes se limitait, dans une large mesure, à des soins de courte durée et à l'ajustement de prothèses. On prenait rarement en compte les besoins des victimes sur les plans psychologique et social et en matière d'emploi, et les victimes se trouvaient souvent confrontées à la marginalisation sociale.

Les militants de l'action contre les mines savent maintenant que l'assistance aux victimes doit combler leurs besoins plus larges, ce qui recouvre tous les aspects, du traitement d'urgence initial jusqu'à la réadaptation sociale et économique à long terme. De nombreux programmes d'assistance aux victimes leur offrent maintenant des possibilités d'emploi, souvent dans le domaine de la production de prothèses et de la réadaptation d'autres victimes.

Il est difficile de mesurer les progrès accomplis sur le plan de la prestation d'une assistance aux victimes de mines, car de nombreux donateurs et organismes d'aide sont réticents à privilégier le soutien aux victimes de mines dans des pays comptant de nombreuses autres victimes de la guerre et de maladies. On peut néanmoins attirer l'attention sur certains grands pas positifs franchis dans ce domaine.

- Depuis 1995, le Mozambique a ajouté trois centres orthopédiques aux six qui existaient déjà. On prévoit en ouvrir deux autres dans un proche avenir.
- En Bosnie, 38 dispensaires ont été mis sur pied dans le cadre du Fonds de réadaptation des victimes de la guerre, de la Banque mondiale; ces dispensaires offrent un éventail complet de services aux victimes des mines terrestres.
- En 1998, la Jordanie a présenté une charte des

Les besoins des survivants des mines ne sont pas uniquement physiques. Des programmes intégrés doivent aussi tenir compte des répercussions économiques, sociales et psychologiques des traumatismes et de la perte de membres et des capacités sensorielles.



John Rodsted

droits des survivants des mines terrestres, laquelle reconnaît le droit d'une victime à des services complets de réadaptation, d'éducation, d'emploi et de soutien social.

L'action du Canada dans ce domaine vise à répondre à tout l'éventail des besoins des survivants, depuis le traitement initial jusqu'à la réadaptation, en passant par les soins de longue durée. Bon nombre des contributions du Canada à la prestation d'une assistance aux victimes ont été financées par l'intermédiaire du programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, de l'ACDI; ce programme appuie les partenariats entre des ONG du Canada et d'outre-mer qui réalisent des projets adaptés aux besoins sur place.

## Afghanistan

En raison de conflits continus depuis le milieu des années 1970, l'Afghanistan est un des pays le plus gravement touchés par les mines. On ne peut chiffrer avec précision l'ampleur de la contamination, car

l'utilisation des mines terrestres a été très répandue et s'est faite de manière aveugle. Les estimations varient entre 5 et 10 millions de mines enfouies, ce qui a des effets dévastateurs sur une société déjà épuisée par des années d'affrontements. Les accidents dus aux mines sont extrêmement courants et touchent un adulte de sexe masculin sur dix.

En 1998-1999, l'ACDI a financé deux initiatives en Afghanistan qui sont axées sur l'assistance aux victimes. Un montant total de 108 000 dollars a été affecté aux services nationaux d'aide aux victimes par l'intermédiaire d'un programme mis en œuvre par l'organisme afghan Programme d'ensemble en faveur des Afghans handicapés (CDAP). Ce programme donne aux agents sur le terrain des compétences de base en matière de réadaptation et il soutient la gestion communautaire de cette activité. Ce financement concourra également à l'intégration socio-économique de groupes vulnérables et appuiera la promotion des droits des handicapés.

Un autre projet d'assistance aux victimes financé par l'ACDI en Afghanistan a mis 92 000 dollars à la disposition de l'organisation non gouvernementale afghane Guardian Institute of Orthopaedics, à Kandahar. Ce nouveau programme vise à fournir aux personnes handicapées des appareils orthopédiques et des prothèses, des aides à la marche et des fauteuils roulants. Il a également pour but d'assurer les services de physiothérapie voulus aux victimes des mines.

Comme dans la plupart des projets de l'ACDI, le renforcement des capacités dans le pays même joue ici un rôle important. En l'occurrence, on agit en formant des techniciens dans les domaines des prothèses, des orthèses et des compétences linguistiques et en mettant en place une section d'orthopédie destinée aux femmes; cette section améliore l'autonomie des techniciennes. Enfin, le projet a pour but d'établir un système d'orientation dans la région de Kandahar, étant donné que de nombreuses victimes de mines ne reçoivent pas de soins parce qu'elles ne savent pas que ces soins existent.

---

*Avec l'aide du Fonds canadien contre les mines, Vision mondiale aide les victimes de mines à acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles sources de revenus grâce au centre de formation à la réadaptation professionnelle de Battambang, au Cambodge. On apprend aux étudiants à souder aussi bien qu'à réparer des radios, des téléviseurs et des moteurs de motocyclette. Les diplômés du programme peuvent aussi demander un crédit à faible taux d'intérêt pour créer des entreprises.*



## Cambodge

En 1998, le rapport sur les incidents liés aux mines au Cambodge, qui regroupe des données provenant de l'UNICEF, de la Croix-Rouge et d'ONG œuvrant dans la région, a fait état de 1 249 nouvelles victimes confirmées de mines terrestres. Les personnes le plus directement touchées vivent le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. Étant donné que la superficie des terres disponibles pour la réinstallation des populations déplacées par des conflits est limitée, une pression extrême s'exerce en faveur de l'utilisation de toutes les terres disponibles, même dans les régions fortement contaminées par les mines terrestres et d'autres engins explosifs.

Par le programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, l'ACDI appuie deux projets destinés à venir en aide aux survivants de mines terrestres au Cambodge; ces projets en sont actuellement à l'étape du démarrage. Vision mondiale Canada a reçu 250 000 dollars pour œuvrer en compagnie de partenaires sur place afin d'élargir les possibilités de réadaptation professionnelle dans les collectivités rurales, un accent particulier étant mis sur les survivantes. Le projet soutient aussi un centre de formation à la réadaptation professionnelle afin d'aider les victimes à acquérir les compétences techniques dont elles ont besoin pour trouver un nouveau gagne-pain.

Le Conseil des Canadiens avec déficiences (CCD) a reçu un montant de 90 000 dollars pour réaliser un projet visant à élaborer des programmes locaux de counselling par des pairs, dans le but d'aider à la réinsertion sociale des survivants de mines terrestres. Ce financement contribuera également à la formulation de lignes directrices législatives régissant l'accès des personnes handicapées aux édifices et aux programmes publics au Cambodge.

## Amérique centrale

Afin de soutenir le processus de paix en Amérique centrale et de concourir à la reconstruction après le conflit, le gouvernement canadien a œuvré avec le Mexique et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) dans le but d'élaborer un programme d'assistance aux victimes de mines terrestres au Nicaragua, au Honduras et au Salvador. L'ACDI a débloqué 3,5 millions de dollars sur cinq ans en faveur de ce projet, dont une tranche de 500 000 dollars a été décaissée en 1998-1999. Ce programme contribuera à la mise en place, dans les régions rurales, de services de réadaptation durables et nationaux, et appuiera la mise au point de prothèses



*Kol Ly, âgée de 17 ans, a perdu une jambe en 1995 à cause d'une mine antipersonnel pendant qu'elle ramassait du bois de chauffage près de sa maison. Grâce à un programme de Vision mondiale, aujourd'hui financé par le Fonds canadien contre les mines terrestres, Kol Ly a reçu une prothèse et une formation de réadaptation a suivi des cours de couture et a pu bénéficier d'un prêt aux petites entreprises. Aujourd'hui, elle fabrique et vend des vêtements.*

et d'orthèses dans des centres régionaux. Dans le cadre de ce programme, on formulera également un programme de réinsertion socio-économique à l'intention des victimes.

En 1998-1999, des négociations entre le Canada, le Mexique et l'OPS ont débouché sur la conclusion d'un accord garantissant la coordination du programme sur le terrain; cet accord prévoit le recours aux services de l'International Centre for Advanced Community-Based Rehabilitation (ICACBR) de l'Université Queen's, qui fera office d'agence canadienne d'exécution. Les effets de l'ouragan Mitch ont retardé le lancement de ce projet, mais sa planification a débuté en janvier 1999.

Pour appuyer le processus de consolidation de la paix au Guatemala, le Canada et Israël ont lancé une initiative axée sur la réadaptation communautaire des victimes de mines terrestres. Le Canada dispense un soutien, principalement pour répondre aux besoins physiques et sociaux des victimes, par l'intermédiaire de l'agence canadienne d'exécution, l'ICACBR de l'Université Queen's. Le partenaire israélien, le Development Study Centre, met l'accent

sur la réadaptation économique et professionnelle des personnes handicapées. Une mission d'évaluation conjointe envoyée dans la région en décembre 1998 a débouché sur l'approbation d'une contribution canadienne de 400 000 dollars à un projet de deux ans, qui commencera pendant l'année financière 1999-2000. En outre, le Canada a fourni 100 000 dollars à titre de financement de démarrage en 1998-1999. Israël versera des fonds de contrepartie à cette initiative, et les membres de la communauté israélienne au Canada envisagent également de soutenir ce projet.

Par l'intermédiaire du programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, de l'ACDI, le Canada soutient la prestation d'une assistance aux victimes au Salvador et au Nicaragua. Un montant total de 200 000 dollars a été accordé au Sierra Club de Colombie-Britannique au titre d'un projet au Salvador qui conjugue la formation professionnelle des survivants de mines terrestres et la production de technologies dans le domaine de l'énergie durable. Le Fallsbrook Centre, du Nouveau-Brunswick, a obtenu 106 000 dollars, montant qui lui permettra d'agir de concert avec des localités de la région orientale et occidentale du Rio Coco, au Nicaragua, dans le cadre d'un projet à deux volets : la sensibilisation aux mines et l'assistance aux victimes. Les survivants de mines terrestres seront formés à l'électrification par l'énergie solaire, de manière à ce qu'ils puissent gérer la distribution et la maintenance de réseaux d'énergie solaire à l'échelle des villages.

*Ces fauteuils roulants rudimentaires fabriqués avec les matériaux disponibles localement ont été produits dans un atelier de la province de Nampula, au Mozambique. L'ACDI et le Syndicat des travailleurs et des travailleuses canadiens de l'automobile versent des fonds de contrepartie pour améliorer cet atelier et les services de réadaptation destinés aux victimes.*

Carol Phillips/TCA

## Mozambique

Par le programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, l'ACDI finance également un projet novateur et intégré au Mozambique, projet préparé par les Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile (TAC), en partenariat avec CUSO, Handicap International (HI) et l'organisme COCAMO (Coopération Canada - Mozambique). Les TAC ont versé une contribution de 200 000 dollars à ce programme en 1998-1999, et l'ACDI a versé des crédits de contrepartie du même montant. Le volet assistance aux victimes de ce projet prévoit un appui aux centres de transit des provinces de Nampula et d'Inhambane. Ces centres fournissent des prothèses et un soutien permanent aux survivants.

## Ouganda

Toujours par l'intermédiaire du programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, l'ACDI a débloqué 125 000 dollars pour appuyer un programme de soins médicaux destinés aux survivants des mines terrestres. Ce programme, mis en œuvre par l'organisation Canadian Network for International Surgery, a pour but de mieux faire connaître, à l'échelle des hôpitaux et des collectivités, les conséquences qu'ont les mines terrestres sur la santé, et ce, moyen de la constitution d'une base de données à des fins de planification de programmes.

## Yémen

Deux projets d'assistance aux victimes axés sur la réadaptation au Yémen bénéficient également du soutien financier du programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens. L'organisation ADRA Canada a reçu 150 000 dollars pour dispenser des services communautaires de réadaptation des personnes lourdement handicapées. Le projet a également pour objectif de fournir une assistance sur le plan professionnel afin que les survivants des mines terrestres et leur famille puissent gagner un revenu.

L'ONG canadienne Alternatives a reçu un montant de 100 000 dollars pour la mise en œuvre d'un projet mixte de sensibilisation aux mines, d'assistance aux victimes et de réadaptation, en agissant en coopération avec des ONG partenaires sur place et avec le Comité national de sensibilisation aux mines.



## La sensibilisation aux mines

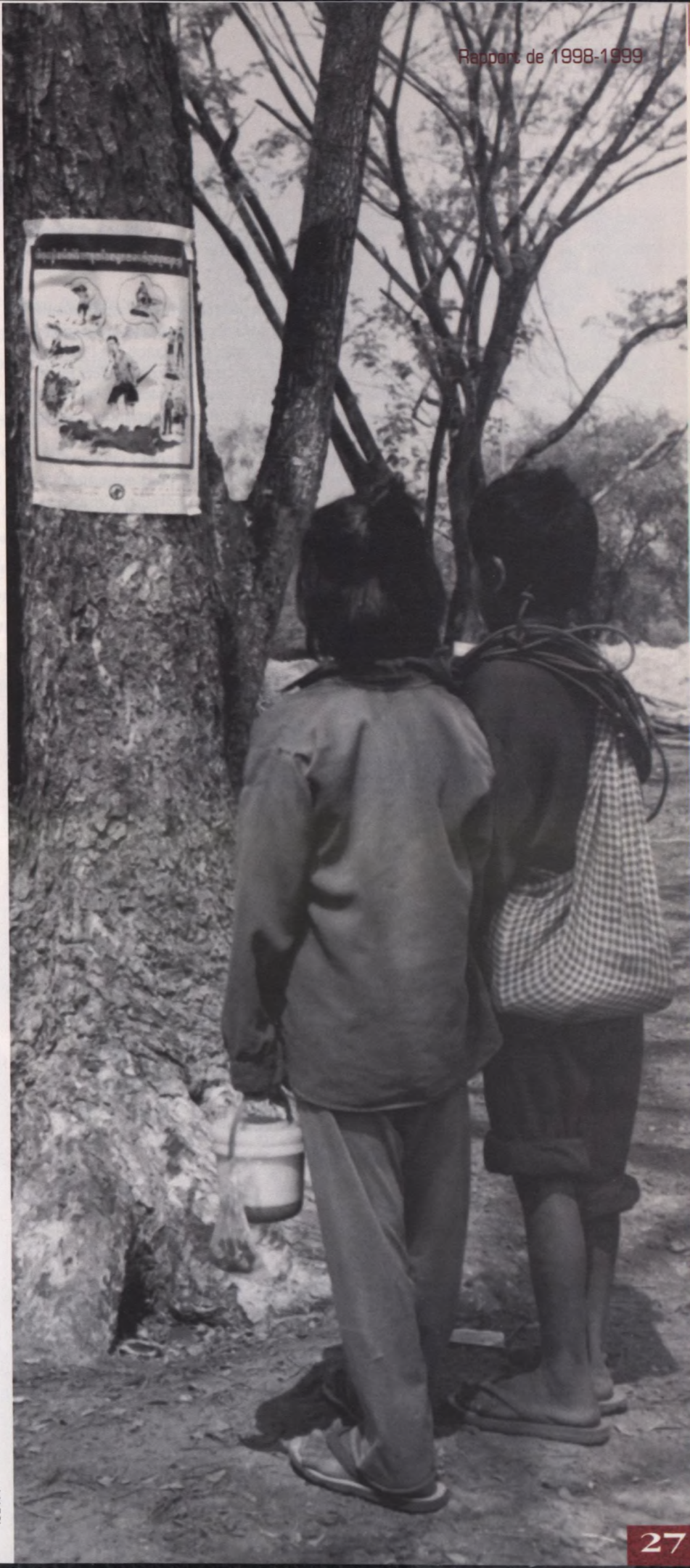
**L**es programmes de sensibilisation aux mines revêtent une importance critique si on veut prévenir de nouveaux accidents dus aux mines terrestres. Par le passé, on a mesuré les progrès accomplis dans ce domaine d'après le nombre de personnes rejointes par des programmes de sensibilisation aux mines plutôt que d'après les changements de comportement. Des experts ont commencé à reconnaître que certains groupes vont continuer de courir des risques tout simplement parce qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'aller chercher de l'eau, des aliments ou du combustible dans des secteurs minés.

L'UNICEF tente de s'attaquer à certains de ces problèmes en préparant et en diffusant de nouvelles lignes directrices au sujet de la formation à la sensibilisation aux mines. Les programmes dans ce domaine ont commencé à aller plus loin que des exposés magistraux et de la documentation qui, souvent, ne tenaient pas suffisamment compte de la culture, de l'âge et du degré d'alphabétisation. Les nouveaux programmes de sensibilisation aux mines se caractérisent par une créativité et une sensibilité accrues aux besoins des populations locales. De nos jours, les éducateurs en matière de sensibilisation aux mines font souvent appel à des techniques d'éducation populaire comme le mime, les récits, la musique, les bandes dessinées et, même, les feuilletons pour faire passer leur message.

La sensibilisation aux mines a été un des

---

*Les messages doivent être visuels et directs pour avertir des dangers les personnes les plus vulnérables.*



*Cette troupe mozambicaine utilise les techniques du théâtre populaire pour communiquer un message de sensibilisation aux mines au niveau des villages.*

volets de plusieurs programmes intégrés financés par l'ACDI cette année, y compris le programme d'action contre les mines cofinancé par l'ACDI et les TAC au Mozambique et d'autres projets financés par le programme de mise en valeur de la créativité des Canadiens, de l'ACDI. Ce programme a attribué un montant de 250 000 dollars à des fins de sensibilisation aux mines au Laos et un autre montant identique à l'Angola par l'entremise d'UNICEF-Canada. Le Mines Advisory Group a reçu 46 400 dollars pour la formation des enseignants et la sensibilisation entre enfants en Iraq.

L'ACDI a également débloqué un montant de

300 000 dollars pour une initiative visant à éduquer, par la voie de la radio, les enfants d'Afghanistan, afin de mieux faire connaître les dangers des mines terrestres. Les enquêtes effectuées en Afghanistan ont démontré l'énorme portée et l'efficacité de la radio lorsqu'il s'agit de rejoindre des segments isolés de la population comme les femmes et les enfants, lesquels sont susceptibles d'être exclus des séances de formation plus structurées. L'Union européenne cofinance cette initiative, mise en œuvre par l'entremise de l'International Centre for Humanitarian Reporting.





## Pour une meilleure information sur l'action contre les mines

**U**n des plus grands problèmes auquel on se heurte lorsqu'on veut accroître l'efficacité et l'efficacité des programmes d'action contre les mines est le manque de renseignements fiables sur la nature du problème des mines terrestres. Au cours des deux dernières années, la nette amélioration de la qualité et de la quantité de ces renseignements a fait en sorte que l'accent n'est plus mis sur le nombre de mines dans un secteur, mais sur la prise en compte des répercussions sociales et économiques des mines. Vu l'importance accordée à cet aspect et vu la quantité de nouvelles données devenues disponibles, un nombre croissant d'institutions nationales et internationales engagées dans l'action contre les mines sont désormais en mesure de mieux coordonner et systématiser leur planification et leurs programmes, ainsi que la poursuite de leurs objectifs.



  l'échelle mondiale, le système des Nations Unies a transformé son approche de l'action contre les mines ces 18 derniers mois. Aujourd'hui, le Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS) fait fonction de centre de coordination, au sein du système des Nations Unies, de toutes les activités relatives aux mines et il œuvre en liaison étroite avec des organisations comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets (UNOPS), l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé et le Département des affaires de désarmement afin d'appuyer des initiatives et programmes précis en matière d'action antimines. L'UNMAS coordonne également la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations sur l'action antimines, et il a assumé le rôle directeur pour ce qui est de la coopération avec les membres de l'organisation Mine Action Support Group, qui a son siège à New York, afin d'améliorer la coordination entre les donateurs.

Il s'est produit un autre développement important à l'échelle mondiale : l'apparition du Survey Contact Group, une coalition d'ONG qui œuvre de concert avec l'UNMAS et avec les donateurs les plus importants en vue de faciliter la réalisation de relevés nationaux de niveau un qui permettront d'établir des données standardisées de

grande qualité sur les répercussions socio-économiques des mines AP. Depuis 1997, des relevés de niveau un ou des évaluations approfondies ont été mis en marche ou ont été terminés en Bosnie, au Cambodge, en Jordanie, au Liban, au Mozambique, au Tchad, en Thaïlande et au Yémen.

Pour améliorer la coordination de l'action antimines à l'échelle mondiale, le MAECI a versé une contribution ponctuelle de 500 000 dollars   l'UNMAS en 1998-1999. Cette somme aidera à veiller à ce que les ressources mondiales soient utilisées de manière efficace et efficiente.

Le Canada a également crée le Programme des institutions multilatérales afin d'appuyer les initiatives antimines entreprises par des organismes multilatéraux comme l'ONU et le CICR. Ce programme financera des initiatives d'un c ut total de 10,5 millions de dollars sur cinq ans. Cette année, il a décaissé un peu plus de 2,8 millions de dollars par l'intermédiaire de ces organismes internationaux (dont 1,5 million de dollars pour la réalisation du relevé national de niveau un au Yémen, évoqué précédemment), 205 000 dollars pour le Fonds des contributions volontaires du PNUD pour le Laos et 500 000 dollars pour le Fonds des contributions volontaires du PNUD pour le Cambodge. Un montant de 300 000 dollars a été versé au Fonds d'affectation spéciale de l'OEA pour le déminage le long de la frontière entre le Pérou et l' quateur. Enfin, mentionnons une contribution de 300 000

*Pour tirer le meilleur parti possible des maigres ressources dont on dispose dans la lutte antimines, il faut posséder des renseignements de très haute qualité.*

dollars à la formation à la sensibilisation aux mines en Afghanistan.

De plus, une grande partie de l'action du Canada au Mozambique tient à un programme pluriannuel visant à améliorer l'information sur la situation de ce pays en matière de mines, et ce, en contribuant à l'exécution d'un relevé national de niveau un et d'une opération de cartographie géospatiale, et en fournissant de l'équipement pour la réalisation de relevés.

En Afrique australe, le Centre de recherches pour le développement international renforce les capacités régionales en matière de recherche sur l'action antimines grâce à un apport de 95 000 dollars accordé par le Canada.

À l'échelle internationale, l'initiative de contrôle des mines terrestres (réseau mondial établi au sein de la société civile qui surveille la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines AP ainsi que l'ensemble des progrès réalisés dans le domaine de l'action contre les mines) permettra d'obtenir d'autres renseignements de grande qualité sur l'action antimines. Le Canada appuie l'initiative de

contrôle des mines terrestres par le biais de son Programme de surveillance des mines, que nous avons décrit précédemment.

La croissance rapide du nombre d'organismes engagés dans l'action contre les mines et dans la gestion d'activités nationales antimines se traduit aussi par une meilleure information sur l'action contre les mines. En mai 1999, il existait des Centres d'action contre les mines (CAM) en Afghanistan, en Bosnie, au Cambodge, en Croatie, en Somalie et en Thaïlande. On compte en outre 11 grands programmes nationaux de déminage en Angola, en Azerbaïdjan, au Guatemala, en Jordanie, au Laos, au Liban, au Mozambique, en Namibie, au Nicaragua, au Tchad et au Yémen. Pendant l'exercice 1998-1999, le Canada a versé une contribution aux ressources générales du CAM de Bosnie-Herzégovine, il a accordé des fonds pour la formation à la gestion et pour les conseillers techniques au CAM du Cambodge et il a appuyé la réalisation d'un relevé de niveau un par le centre national de déminage du Tchad.



Service de l'action antimines de l'ONU (UNMAS)

La base de données « Les investissements antimines », qui pourra être consultée sur l'internet à la fin de 1999, est le résultat d'une collaboration entre le Canada et le Service de l'action antimines de l'ONU (UNMAS) visant à mettre en commun l'information sur les activités des donateurs en matière d'action contre les mines. Cette base de données aidera l'UNMAS dans son rôle de coordination et permettra un accès rapide du public à l'information sur l'action antimines.



# Pour une action soutenue du Canada

**A**ujourd'hui, le traité visant à interdire les mines est en vigueur, et l'action antimines se concentre sur les mesures à prendre pour faire ratifier et respecter la Convention par tous les pays du monde. De ce point de vue, les efforts visant à maintenir l'appui et la dynamique au sein de la population revêtent toujours une importance cruciale. Afin de promouvoir la sensibilisation du public à la problématique des mines terrestres à l'échelle nationale et internationale et pour encourager un financement durable à long terme, le MAECI a élaboré le Programme de sensibilisation et de durabilité (PSD).

En 1998-1999, on a dépensé 937 000 dollars au titre de ce programme, afin d'appuyer la mise au point d'outils et de programmes novateurs de sensibilisation, ainsi que le travail de collecte de fonds auprès de particuliers, du secteur privé et des ONG.

Parmi les outils de sensibilisation, mentionnons plusieurs produits audiovisuels, dont un vidéomontage intitulé *Interdisons les mines terrestres*, qui a remporté un certain nombre de prix d'excellence dans le secteur du multimédia tant au Canada qu'aux États-Unis. Plus de 10 000 exemplaires de ce vidéomontage ont été distribués dans des écoles et des bibliothèques publiques d'un bout à l'autre du Canada, tandis qu'environ 1 000 exemplaires ont été envoyés aux missions diplomatiques et à des ONG

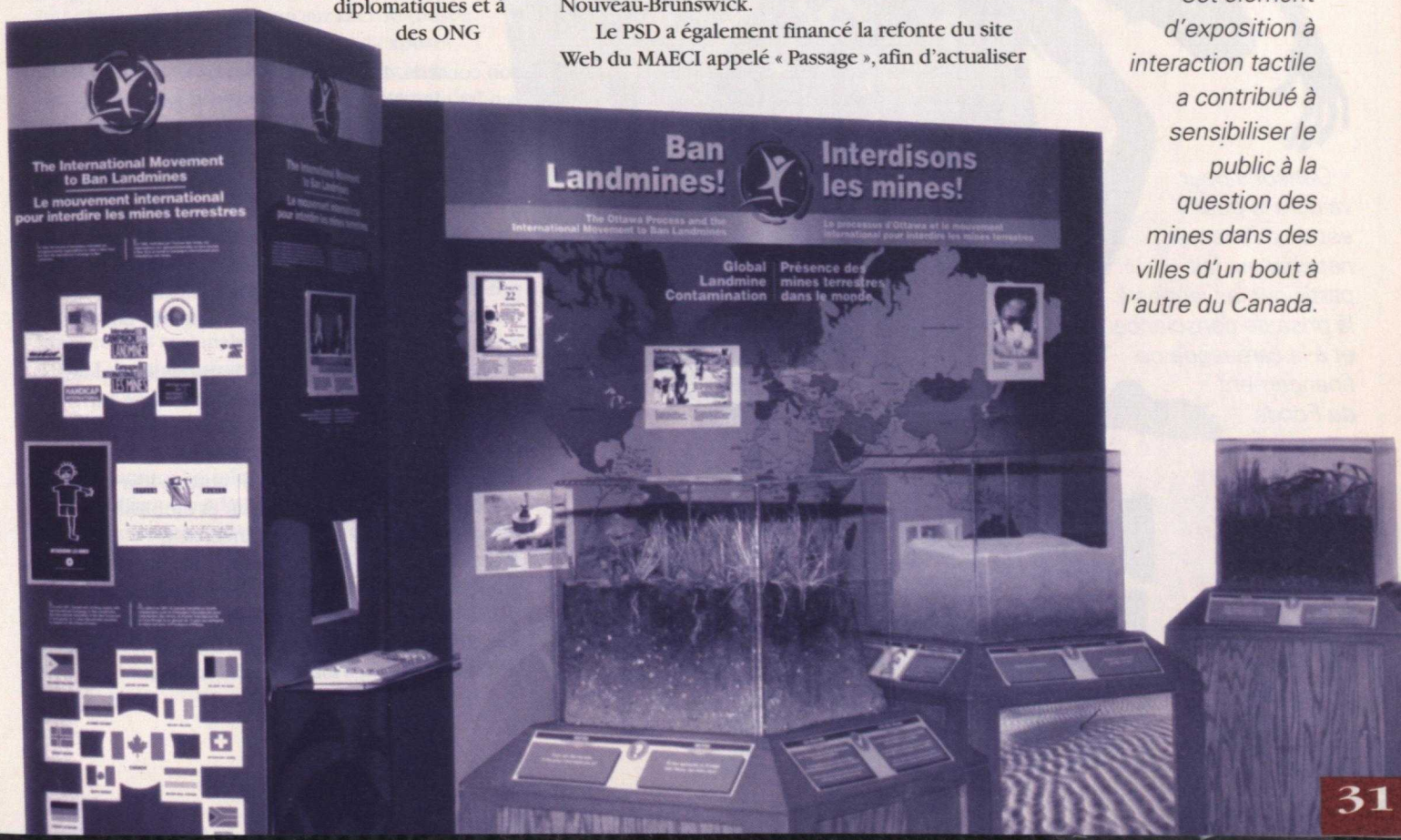
pour être utilisés à l'échelle internationale.

Un documentaire primé destiné à la télévision, *Un pas à la fois*, a également été produit grâce à des fonds provenant du PSD. Ce documentaire, dont il existe des versions en français, en anglais, en espagnol et en russe, a été diffusé dans 26 pays. Un vidéomontage plus court, *L'interdiction : une réalité prochaine*, a été diffusé en français, en anglais et en arabe. À la fin de l'année financière, on projetait de le traduire en portugais afin de le diffuser à l'occasion de la première réunion des États parties, au Mozambique.

Tant le vidéomontage que le vidéomontage portent sur une exposition interactive sur les mines terrestres qui s'est déplacée d'un bout à l'autre du pays, de Penticton, en Colombie-Britannique, à Saint John, au Nouveau-Brunswick.

Le PSD a également financé la refonte du site Web du MAECI appelé « Passage », afin d'actualiser

Cet élément d'exposition à interaction tactile a contribué à sensibiliser le public à la question des mines dans des villes d'un bout à l'autre du Canada.





*Les jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines s'occupent activement de faire participer les jeunes Canadiens au mouvement mondial visant à mettre fin à l'utilisation des mines antipersonnel.*



*« Dansons pour vaincre la peur » est un événement national qui fait participer les jeunes à la prise de conscience et à la campagne de financement du Fonds canadien d'action contre les mines.*

**DANSONS  
POUR VAINCRE  
LA PEUR**

Barbara Klunder/Joss Macdennan pour le MAECI

son contenu, d'en accroître l'attrait visuel et de le rendre plus facile à consulter. Le Programme de sensibilisation produit une mise à jour trimestrielle sur l'interdiction des mines terrestres sous forme de magazine, également intitulé *Passage*, qui est diffusé à l'échelle nationale et internationale et qui s'adresse aux ONG, aux parlementaires, aux missions diplomatiques et au grand public. Le présent rapport annuel au Parlement sur les activités du Canada en matière d'action contre les mines relève aussi du mandat du PSD.

Le Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines (PJAACM) est une autre innovation canadienne lancée dans le cadre du PSD. Cette initiative fait appel aux talents et à l'énergie d'étudiants qui ont récemment obtenu leur diplôme universitaire et vise à renseigner et mobiliser la jeunesse canadienne. Cette année, cinq ambassadeurs ont été embauchés dans le cadre du programme de stages de l'Institut canadien des affaires internationales, et ils ont travaillé à partir des bureaux d'ONG dans cinq villes du pays : St-John, Montréal, Ottawa, Winnipeg et Vancouver.

# PASSAGE

Rapport du Canada sur l'interdiction des mines terrestres

HIVER 1998  
numéro 8



MAECI



On peut se procurer des renseignements imprimés ou multimédias sur les mines et sur leur interdiction par l'intermédiaire du MAECI.

Lancé par le MAECI en septembre 1998, ce programme est géré de concert avec les partenaires d'Action Mines Canada et avec la Croix-Rouge canadienne. Grâce à ce programme, des milliers de jeunes Canadiens ont obtenu de l'information sur la crise causée par les mines terrestres à la faveur d'exposés présentés dans les écoles et d'autres centres locaux par les Ambassadeurs. Des centaines de ces jeunes ont pris part à des activités de mobilisation, comme des journées de sensibilisation aux mines terrestres et une collecte de fonds dont le thème était « Dansons pour vaincre la peur ». Le printemps dernier, les adolescents intéressés par la question ont été invités à approfondir leurs connaissances et à s'engager davantage en participant aux conférences régionales de jeunes tenues en mai 1999. Les comptes rendus de leurs activités diffusés par la radio, la télévision et la presse ont contribué à faire mieux connaître le PJAACM.

Afin de promouvoir le financement durable de l'action contre les mines, le MAECI a constitué, avec Action Mines Canada, le Fonds canadien contre les mines terrestres. Ce Fonds, lancé par le ministre Axworthy en septembre 1998, offre aux entreprises et aux particuliers du Canada la possibilité de faire des dons pour les initiatives de déminage et d'assistance aux victimes.



# Tableaux des dépenses, 1998-1999

## Fonds canadien contre les mines terrestres



### Dépenses des ministères selon le programme

Tableau 1	1998-1999
Programme	(en milliers de \$)
<b>MAECI</b>	
Partenariat pour l'action contre les mines	761
Initiatives d'interdiction des mines	1 808
Coordination multilatérale	500
Surveillance des mines	469
Recherches, formation et élaboration de politiques sur l'action contre les mines	207
Promotion et durabilité	937
Destruction des stocks	72
Service de soutien des politiques	884
<b>Total pour le MAECI</b>	<b>5 638</b>
<b>ACDI</b>	
Programme intégré – Mozambique	425
Programme intégré – Bosnie-Herzégovine	2 470
Mise en valeur de la créativité des Canadiens	2 000
Initiatives par pays – Asie	600
Programme intégré – Amériques	500
Programme des institutions multilatérales	2 805
Service de soutien	200
<b>Total pour l'ACDI</b>	<b>9 000</b>
<b>MDN</b>	
Destruction des stocks	100
Centre canadien des technologies antimines	1 063
<b>Total pour le MDN</b>	<b>1 163</b>
<b>Industrie Canada</b> (Centre canadien des technologies antimines)	
	38
<b>Total pour Industrie Canada</b>	<b>38</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 839</b>

### Dépenses consacrées à l'interdiction des mines

Tableau 2

Ce tableau donne le détail des dépenses engagées par le gouvernement du Canada en 1998-1999 pour appuyer l'adoption et la mise en application universelles de l'interdiction complète des mines antipersonnel. Ces dépenses se répartissent dans les catégories suivantes :

- A** appui à la campagne dans des pays déterminés;
- B** appui à la campagne mondiale;
- C** appui aux conférences régionales;
- D** appui à la destruction des stocks.

	Total des dépenses exercice 1998-1999
<b>A Appui à la campagne dans des pays déterminés</b>	
Géorgie	46 000 \$
Népal	14 000 \$
Russie	62 129 \$
Ukraine	51 204 \$
Yougoslavie	20 229 \$
<b>B Appui à la campagne mondiale</b>	
Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres	885 521 \$
Action Mines Canada	300 000 \$
<b>C Appui aux conférences régionales</b>	
Amman (Jordanie), Bangkok (Thaïlande), Beyrouth (Liban), Inde (différentes villes), Mexico (Mexique), Moscou (Russie), Ouagadougou (Burkina Faso)	273 839 \$
<b>D Appui à la destruction des stocks</b>	
	172 000 \$
<b>Total des dépenses consacrées à l'interdiction des mines</b>	<b>1 824 922 \$</b>

## Dépenses par secteur d'activité

**Interdiction des mines** – dépenses consacrées à la promotion de l'adoption universelle et de la mise en application efficace de l'interdiction mondiale des mines, y compris la destruction des stocks

**Information sur l'action contre les mines** – dépenses consacrées à la mise au point d'une information plus complète et de meilleure qualité sur le problème des mines dans le but de mieux cibler l'action antimines (missions d'évaluation, outils d'information, recherches pour la création de capacités et la mise au point de pratiques optimales)

**Recherche et développement** – dépenses consacrées à la recherche scientifique et à la mise au point de produits ou procédés nouveaux ou améliorés contribuant à la solution de problèmes soulevés par les mines

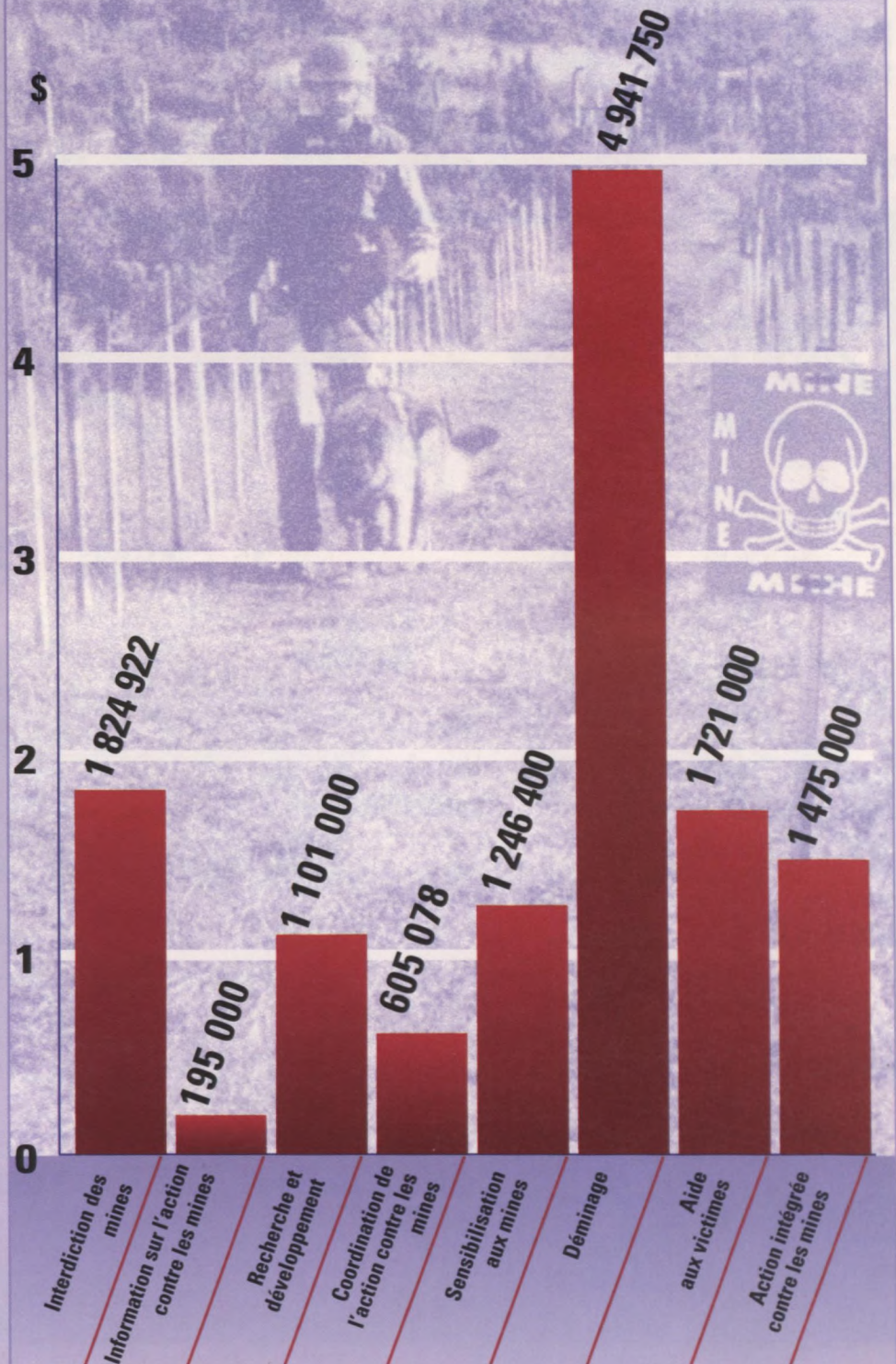
**Coordination de l'action contre les mines** – dépenses consacrées aux structures et organisations favorisant une approche cohérente en vue d'apporter des solutions aux problèmes soulevés par les mines

**Sensibilisation aux mines** – dépenses consacrées aux programmes de sensibilisation et de formation visant à réduire les activités à risque élevé et par là le nombre de victimes des mines

**Déminage** – dépenses consacrées à l'ensemble des activités liées au déminage (relevés et marquage des champs de mines, formation, appui aux équipes canines de détection, matériel et combinaisons antimines, assurance de la qualité, etc.)

**Aide aux victimes** – dépenses consacrées aux services aux victimes (services médicaux; prothèses et aides orthostatiques et autres; réadaptation physique, professionnelle, sociale et psychologique)

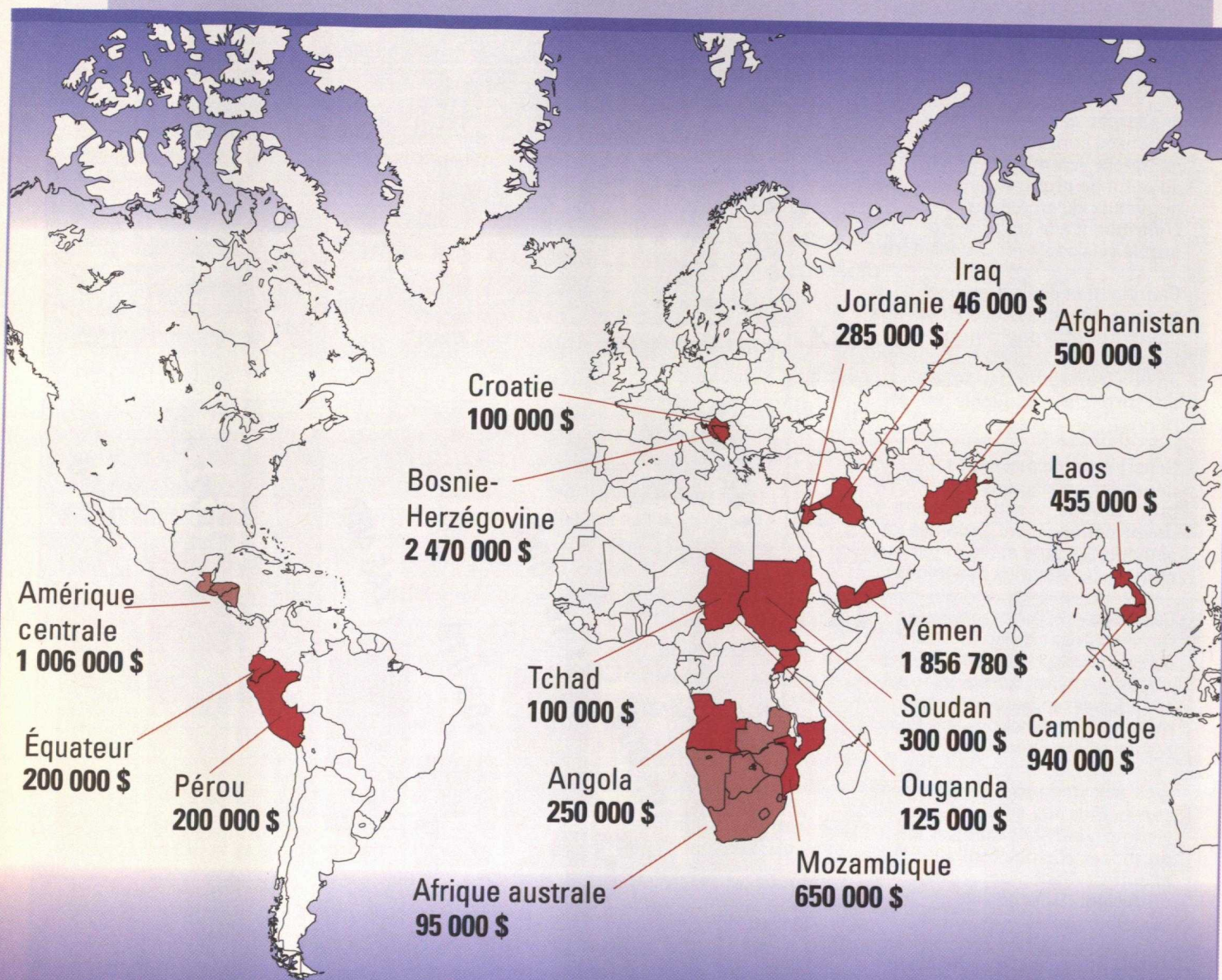
**Action intégrée contre les mines** – dépenses consacrées aux programmes qui incorporent plus d'une activité antimines de base en un seul programme



1998-99

Fonds affectés à l'action contre les mines  
suivant le pays ou la région de destination

Cette carte illustre les dépenses totales par pays – par région, dans le cas de l'Amérique centrale et de l'Afrique australe – engagées par le gouvernement du Canada en 1998-1999 pour les programmes d'information sur l'action antimines, de sensibilisation aux mines, de déminage et d'aide aux victimes, et pour la programmation intégrée. On trouvera au tableau 1 le détail des dépenses engagées pour promouvoir l'interdiction des mines et mener une action antimines soutenue.





doc  
CA1  
EA142  
R26  
EXF  
1998/1999



**Seeds of Terror**      **Seeds of Hope**



*1998-1999 Report on the  
Canadian Landmine Fund*



Department of Foreign Affairs  
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international

Canada





## **Canadian Landmine Fund Annual Report 1998-1999**

**Canadian Cataloguing in Publication Data**

Canada. Dept. of Foreign Affairs and International Trade

Seeds of Terror/Seeds of Hope: 1998-1999 Report on the Canadian Landmine Fund

Text in English and French on inverted pages.

Title on added t.p.: Après la terreur, l'espoir.

ISBN 0-662-64546-4

Cat. no. E2-193/1999

1. Land mines.

2. Land mines – Government policy – Canada.

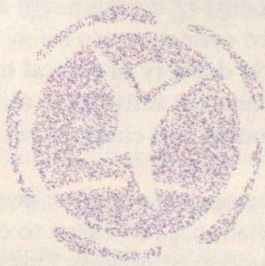
I. Title: Après la terreur, l'espoir.

JZ5645.S44 1999 355.8'25'115 C99-980413-8E

©1999 Department of Foreign Affairs and International Trade

.b3557480 (E)  
.b3557492 (F)

Dept. of Foreign Affairs  
Min. des Affaires étrangères  
JAN 9 2002  
Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère



# Seeds of Terror Seeds of Hope

## 1998-1999 Report on the Canadian Landmine Fund

1-7509-55279

627556746

Executive summary and messages from ministers	1
Introduction	
Seeds of terror	2
Seeds of hope	4
Banning the use, production, export and stockpiling of AP mines	9
Reducing mine casualties	13
Clearing priority land	14
The Canadian Centre for Mine Action Technologies	20
Assisting victims and their communities	23
Creating mine awareness	27
Improving mine action information	29
Sustaining the Canadian effort	31
1998-99 Spending summaries	
Departmental expenditure by program	34
Investments in banning landmines	34
Investments by thematic area of mine action	35
Mine action spending by country/region	36



For a vast number of countries where the Canadian International Development Agency (CIDA) is involved, the presence of landmines is a serious obstacle to sustainable development.

These weapons, which cannot tell the difference between a soldier or a child, create psychological, social and economic devastation in countless communities.

The presence of landmines affects all elements of development and peace-building. Refugees and internally displaced people often cannot return safely to their homes because of land contaminated by mines. Timely delivery of critical humanitarian aid may be jeopardized, the resumption of positive economic activities is stalled and the health and well being of populations, particularly women and children, are threatened even further.

In supporting humanitarian mine clearance operations, mine awareness education, victim assistance and socio-economic rehabilitation, CIDA helps to create an environment conducive to development and the reduction of poverty. This report provides a summary of the many initiatives CIDA has supported in the first year of the Canadian Landmine Fund. It also shows the impressive results that can be achieved when CIDA, other government departments and partner organizations coordinate their efforts to combat these deadly weapons.

**Maria Minna**  
*Minister of International Cooperation*



Industry Canada has had the honour of participating in the Canadian Landmine Fund in its inaugural year 1998-99. It has worked in cooperation with the Department of National Defence in the establishment of the Canadian Centre for Mine Action Technologies and has provided support to the private sector to commercialize existing technologies and equipment and refocus current applications which will be useful in eliminating anti-personnel landmines and assisting victims.

Through the Technology Partnerships Canada Program, Industry Canada is examining proposals for funding technologies to help eliminate the terrible impact of anti-personnel landmines. Current projects that are nearing the funding stage include a bush cutter that would facilitate mine clearance and a special mine prodding device that would assist in identifying an object in the ground as a mine or other material.

The global elimination of anti-personnel landmines is a major challenge as we enter the 21st century. I strongly believe that Industry Canada is making an important contribution to addressing this need by working with the private sector to develop equipment and technologies which will lead both to the elimination of anti-personnel landmines and to provision of effective assistance to landmine victims.

**John Manley**  
*Minister of Industry*



The Canadian Forces' experience with landmines has shown that appropriate technology and techniques are vital for safe and efficient demining projects. The establishment of the Centre for Mine Action Technologies in Suffield, Alberta is an important step that will contribute to the elimination of the menace posed by anti-personnel mines and save the lives and limbs of deminers and mine-affected populations. The Canadian Forces also provide valuable technical expertise to a number of demining and stockpile destruction projects through the Canadian Landmine Fund.

**Art Eggleton**  
*Minister of National Defence*

## Executive summary

# Toward a landscape of hope

Two years ago, I had the honour of hosting representatives of 121 nations who came to Canada to join us in signing an historic treaty banning the use, production and export of anti-personnel landmines. It was, I believe, a proud moment for our nation, the crowning achievement of a long and challenging diplomatic effort by Canada and its partners.

The Anti-Personnel Mine Ban Convention brought the first ray of hope to millions around the world that we would one day rid ourselves of these inhumane weapons. Recognizing that a treaty alone would not clear contaminated land or ease the plight of victims, our nation backed its signature with a financial commitment to support the painstaking work needed to end this global epidemic. On December 3, 1997, Prime Minister Jean Chrétien announced the creation of a five-year, \$100 million Canadian Landmine Fund.

This 1998-99 annual report documents the combined efforts of four government departments during the first year of the Canadian Landmine Fund. It reports on our first steps toward an integrated mine action agenda and portrays the range of programming undertaken to meet our goals of clearing land, ending casualties and assisting victims.

In addition to the field projects supported by the Canadian Landmine Fund, Canada has maintained diplomatic leadership on this issue. We have been at the forefront of efforts to increase support for the Convention, and to ensure that action on landmines remains a priority. The leadership shown by Canada and our partners has resulted in dramatic growth of support for this convention, which has now been signed or acceded to by 136 countries and ratified by 89 ratifications.

This year also saw the establishment of the Canadian Landmine Foundation, a private sector organization committed to raising money for international mine action. It will ensure that Canadians have an opportunity to participate in a meaningful way on this important issue.

Our efforts in the first year of the Canadian Landmine Fund have established a solid base for sustained action to fulfill the terms of the Convention. I look forward to reporting continued progress on this issue in coming years, so that people everywhere may walk the earth safely and with hope for the future.

**Lloyd Axworthy**

*Minister of Foreign Affairs*



*The Anti-Personnel Mine Ban Convention brought the first ray of hope to millions around the world that we would one day rid ourselves of these inhumane weapons.*

## Introduction

# Seeds of Terror

**I**n regions touched by conflict the world over, there are those who live in fear of the very ground they walk on. They must gather firewood, farm, play or simply visit neighbours knowing that their next step might be their last. These people endure one of the cruelest legacies of modern warfare: anti-personnel (AP) landmines.

AP mines are weapons placed in or on the ground, which wound or kill when activated by the pressure of a footstep. These hidden, indiscriminate weapons cannot tell the difference between the tread of a soldier or a child. They continue to kill and maim long after wars are over.

According to the International Campaign to Ban Landmines (ICBL), more than 350 different kinds of anti-personnel mines have been produced by more than 50 countries. Used by military forces throughout the world, the low cost and easy deployment of landmines have made them a weapon of choice in the world's poorest countries. In countries such as Angola, Mozambique, Afghanistan, Cambodia and Bosnia, landmines are a terror ordinary people live with every day.

The widespread use of anti-personnel mines has created a humanitarian crisis of global proportions. While current assessments place the number of mines deployed throughout the world at somewhere between 60 and 70 million, this remains a rough estimate since few accurate records

are kept when mines are being used. In Afghanistan for example, millions of AP mines were scattered indiscriminately out of the backs of airplanes and trucks. While there is no precise estimate of the total number of AP mines in Afghanistan, the pollution is known to have affected more than 850 square kilometres of land, including 223 square kilometres of agricultural land.

While it costs between US\$3 and US\$30 to purchase an AP mine, it costs between US\$300 and US\$1000 to remove one. Numbers of landmines alone do not do justice to the issue; recent efforts to address the contamination focus instead on the extent of priority land affected to give a truer measure of the human and environmental impact of these weapons. It is generally agreed, however, that the overall cost of undoing global landmine contamination will be in the billions of dollars.

When we look at the broader effects of landmines, the long term cost of their use is even more devastating.

The International Committee of the Red Cross (ICRC) estimates that, globally, landmines take some 2000 victims a month with 800 killed and 1200 injured. Since 1975, there have been more than one million casualties—most of them civilians, many of them children. Where they do not kill immediately, landmines severely maim their victims, causing trauma, life-long pain and often social stigma. World wide there are some 250,000 landmine amputees. Survivors face terrible physical, psychological and socio-economic

difficulties. In many already economically fragile countries, the cost of providing long term support and rehabilitation is an unaffordable burden.

Beyond the direct costs of mine clearance and victim assistance are wider economic and social costs. Poor, rural, post-conflict societies are quickly overwhelmed by the challenges of repairing infrastructure and replacing lost agricultural production. Landmines also disrupt commerce and trade, producing shortages and inflation and preventing economic stabilization in post-conflict societies. In short, landmines perpetuate poverty and are a major obstacle to sustainable development.

*Since 1975, there have been more than one million casualties – the majority civilians; many of them children.*



*This child's scars are the grim legacy of landmines.*

## Seeds of Hope

### The Ottawa Process and the international movement to ban landmines

**R**evulsion at the appalling human effects of landmines was the driving force behind the launching of the Ottawa Process—an unprecedented, fast-track diplomatic initiative that, in only 14 months, negotiated the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on Their Destruction (*the Ottawa Convention*). The Ottawa Process brought together like-minded governments, pro-ban non-governmental organizations (NGOs) and international organizations (IOs) into an effective “coalition of the willing” to push for the ban convention. Their efforts came to fruition in December 1997 when the world witnessed 122 states signing the ban convention at the Ottawa ceremony.

Foreign Affairs  
Minister Lloyd  
Axworthy and ICBL  
Ambassador Jody  
Williams in Oslo for  
final negotiations  
on the ban  
convention text.

#### The Canadian commitment

In addition to its diplomatic leadership in pursuing the ban, Canada took early steps to meet its own commitments. Just a month before the treaty signing ceremony, Canada

demonstrated its support for the principles of the Convention by completing the destruction of almost all of its anti-personnel landmine stocks. As provided for by the treaty, Canada has retained a small number of AP mines solely for mine awareness and demining training purposes.

Canada was the first country to ratify the AP Mine Ban Convention, depositing its instruments of ratification with the Secretary General of the United Nations on the day the Convention was opened for signature. As part of the ratification process, Canada has passed domestic legislation which makes it illegal for any Canadian to produce, use, transfer or possess AP mines.

Canada backed its commitment to the goals of the Ottawa Convention financially in December 1997 when Prime Minister Jean Chrétien announced the establishment





of a five-year, \$100 million fund to continue work on universalizing the ban and achieving its objectives.

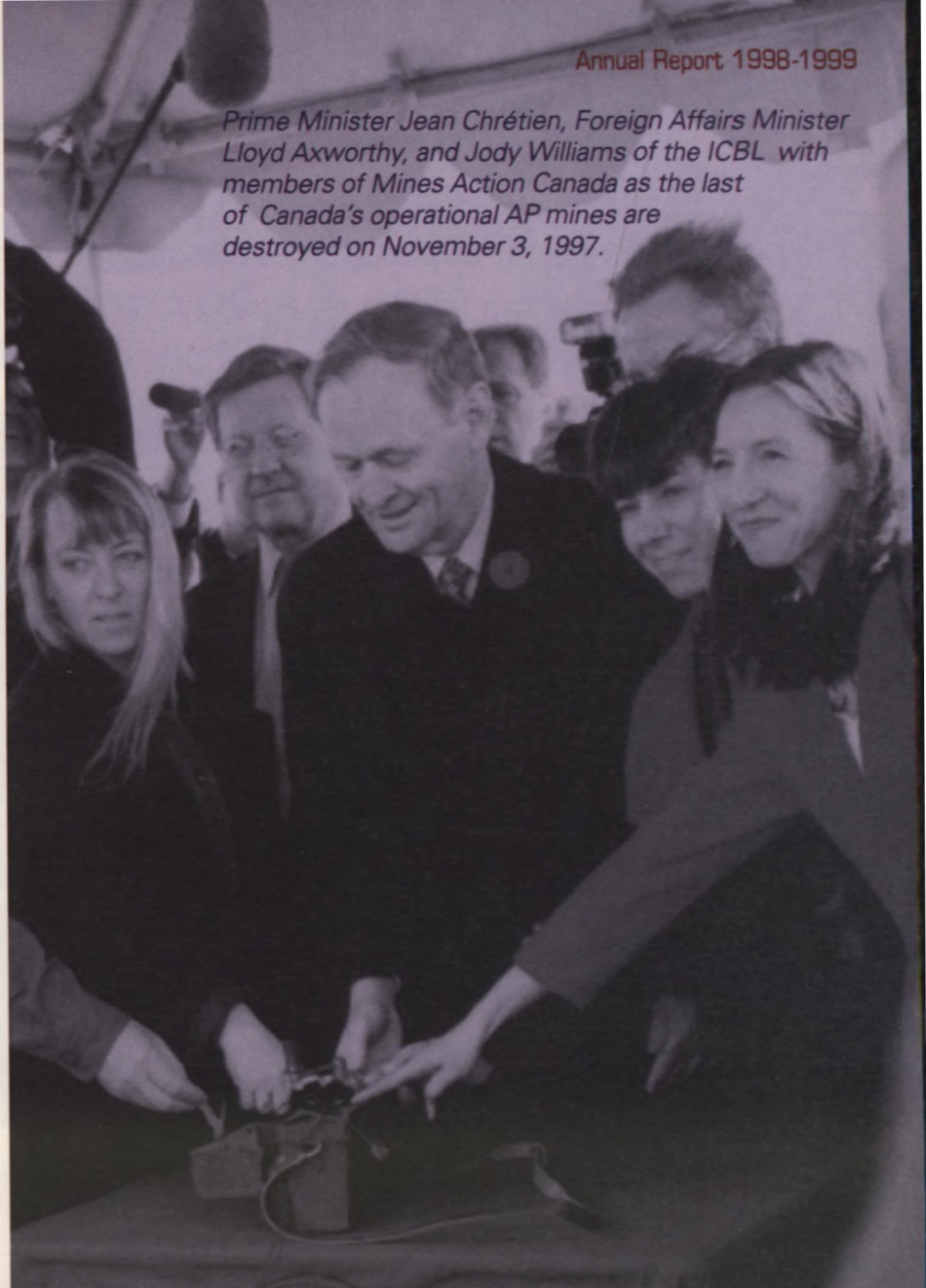
The fund is governed by an innovative collaboration among four government departments: the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT); the Canadian International Development Agency (CIDA); Industry Canada (IC) and the Department of National Defence (DND). To coordinate this effort, and to signal the priority it places on these efforts, Canada appointed an Ambassador for Mine Action, Jill Sinclair. Canada was the first government in the world to establish a dedicated Mine Action Team. Today there are counterpart teams in France, Norway, Australia, Thailand and the United States.

Among the departments, DFAIT takes the lead on initiatives involving convention universalization and ratification as well as on international coordination, setting global priorities and monitoring. DFAIT also works with DND to support landmine stockpile destruction.

CIDA leads in the areas of mine clearance, mine awareness and victim assistance, drawing on its experience in developing and funding programs in Afghanistan, Angola, Bosnia and Herzegovina, Cambodia, Central America and Laos. Since 1993 CIDA has provided more than \$12 million in mine action assistance to these countries and regions. It has also supported related initiatives of the International Committee of the Red Cross (ICRC), UN agencies and select NGOs.

DND and Industry Canada have worked jointly to establish the Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT). The Centre has a mandate to develop low cost, sustainable technology for humanitarian demining and to evaluate technologies developed through on-site research as well as those developed by Canadian industry. This is done using the facilities available through the Centre's association with Defence Research Establishment Suffield (DRES). Industry Canada has the

Prime Minister Jean Chrétien, Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy, and Jody Williams of the ICBL with members of Mines Action Canada as the last of Canada's operational AP mines are destroyed on November 3, 1997.



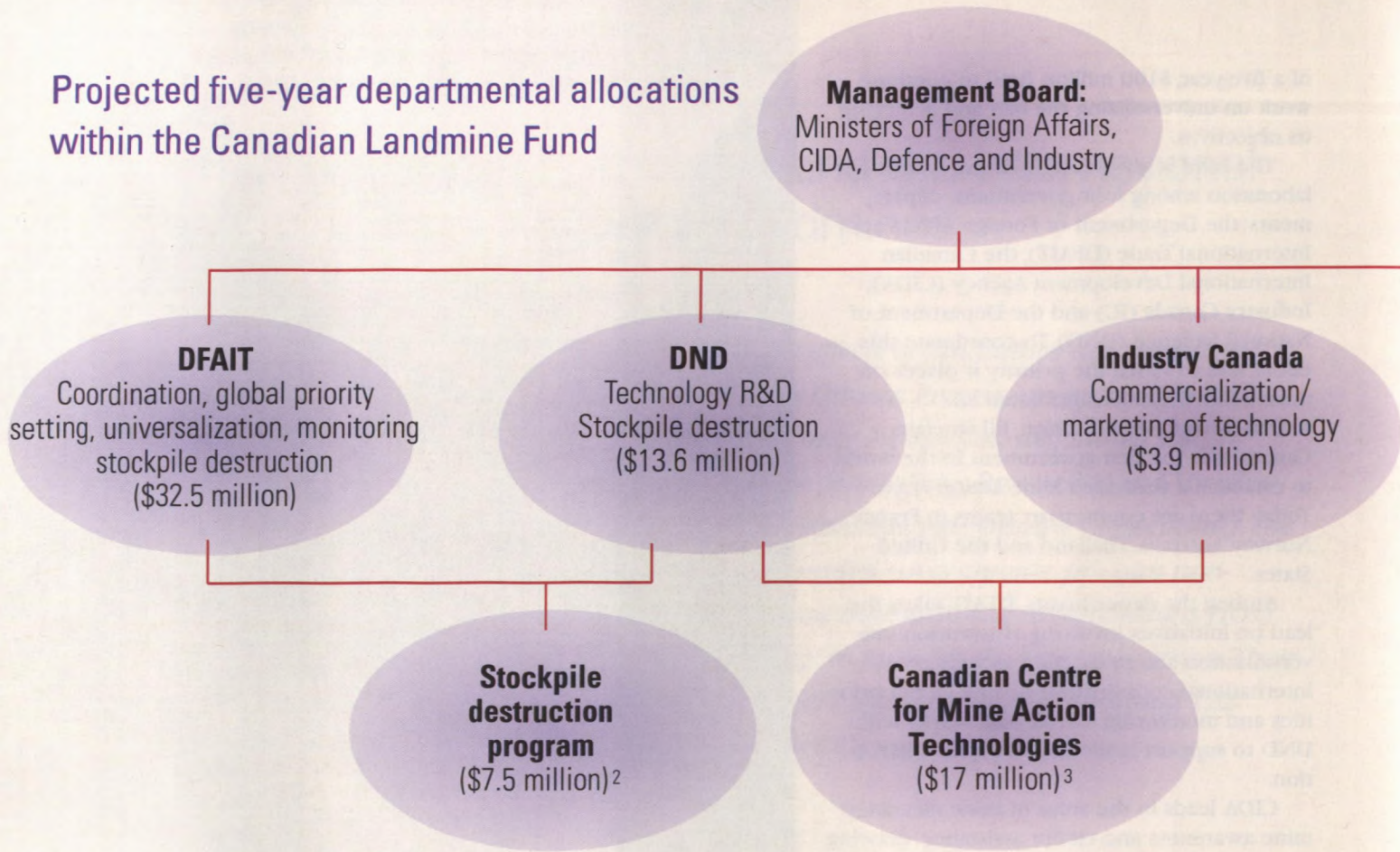
Countries that agree to be bound by the *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction* commit themselves to:

## Committing to the convention

- banning the use, production, transfer and stockpiling of anti-personnel mines
- destroying existing stockpiles
- clearing minefields within 10 years
- providing assistance for the care and rehabilitation of mine victims
- cooperating with a compliance regime

**The Canadian Landmine Fund \$100 million<sup>1</sup>**

**Projected five-year departmental allocations within the Canadian Landmine Fund**



lead in commercializing and marketing those technologies which show the most promise. A total of \$17 million over five years has been earmarked for the establishment and operation of CCMAT.

DND also contributes to mine action by providing technical advisors to Mine Action Centres (MACs) in affected regions.

In the first year of the \$100 million Landmine Fund, Canada made multi-year commitments to projects in many of the world's regions most seriously affected by mines, including a \$10 million program in Bosnia,

\$10.46 million for mine action in Mozambique and \$4.5 million for mine action in Central America.

**Measuring progress toward a mine-free future**

In the costly and painstaking fight against landmines, victory comes one small step at a time. A "safe lane" to a water source may save lives and limbs in a remote village in Mozambique. A mine awareness program may avert dozens of accidents in Bosnia. A new

**The road to Ottawa**

1992	1995-96	May 1996	October 1996
The International Campaign to Ban Landmines is founded.	Geneva: International negotiations over the 1980 UN Convention on Certain Conventional Weapons fail to produce progress in curbing landmines.	Geneva: Canada calls upon other nations to work together on a total ban on anti-personnel mines.	Ottawa: Canadian Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy challenges the international community to negotiate and sign a treaty banning anti-personnel landmines by December 1997.

John Rodsted



**CIDA**

Mine clearance  
 Mine awareness  
 Victim assistance  
 (\$50 million)

- 1 All dollar figures shown are five year totals.
- 2 \$7 million from DFAIT; \$5 million from DND.
- 3. \$13 million from DND; \$4 million from Industry Canada.

limb may allow a survivor in Laos to earn an income. The incremental nature of our fight against landmines underscores the importance of developing the means to measure our progress in mine action at all levels from the local to the global. Measuring success will be critical to our efforts to learn from past activities and to improve the efficiency and effectiveness of our mine action programs.

Canada has developed its own "measures of progress in mine action" which recognize the integrated and mutually reinforcing nature of various aspects of the fight against landmines.

These measures of progress in mine action include:

- Banning the production, stockpiling, trade and use of anti-personnel mines;
- Reducing mine casualties;
- Clearing mined land;
- Providing assistance to mine victims and their communities;
- Developing mine awareness; and
- Improving mine action information and planning.

*Co-recipient of the 1997 Nobel Peace Prize, Tun Channereth, distributes pro-ban literature. The tireless efforts of ICBL activists such as Channereth were critical to the momentum of the ban movement.*

**February 1997**

Vienna: 111 states take part in first formal discussions of a draft AP mine ban convention.

**June 1997**

Brussels: 97 countries sign the Brussels Declaration announcing their support for a convention to ban landmines no later than December 1997.

**September 1997**

Oslo: Convention text is negotiated over the course of three weeks.

**December 1997**

Ottawa: 122 countries sign the Convention.

**March 1, 1999**

The Convention enters into force.

## Delivering on hope

The challenges of meeting the goals of the Ottawa Convention are formidable: its aims are nothing short of the eradication of these weapons and the rebuilding of lives and communities shattered by their use. Yet the AP Mine Ban Convention, and the cooperative action of all its signatories, represent the best hope yet of dealing comprehensively with this crisis and delivering a new measure of security to the lives of millions.

The benchmarks described above are


essential to achieving the goals set out in the AP Mine Ban Convention and serve as the framework for this report. The range of Canadian programming in the first year of the Landmine Fund is reported in relation to how each initiative contributes to the realization of these objectives. As Canada's efforts are intrinsically linked to the coordinated global struggle against landmines, each section begins with a perspective on global progress by these measures and situates Canada's contributions in the international context.

*Working the fields in Battambang province, Cambodia. This land, recently reclaimed, lies near an existing minefield.*

Nic Dunlop/DFAIT



## Banning the use, production, export and stockpiling of AP mines

 The speed with which the Ottawa Convention has gained support has been remarkable. From the time it was signed by 122 nations in December 1997, it took only nine months to reach the required 40 ratifications to start the countdown to treaty entry-into-force. It subsequently passed into international law on March 1, 1999, making it the most rapidly ratified multilateral disarmament treaty in history. By the end of March 1999, the Ottawa Convention had been signed or acceded to by 135 countries and ratified by 71, including some of the world's most heavily mined states. More than two-thirds of the world's nations have now made the decision to ban this weapon.

The impact of the Convention extends beyond its signatory list. A powerful, moral norm against the use of landmines has been established and is now an influence on the behaviour of all countries, even non-signatories.

The once-flourishing legal trade in mines has all but vanished – almost all traditional exporters have ceased these activities. Since

World War II, more than 50 countries have produced AP mines. Today, fewer than one-third of these countries continue to produce mines and only a handful of states have yet to announce a halt to the export of mines they produce.

Efforts in stockpile destruction have also been significant. A number of states, including Canada, Germany, Ireland, Norway and

*UN Secretary General Kofi Annan, Prime Minister Jean Chrétien and Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy at the signing of the Convention.*





The first Landmine Monitor Report, launched at the First Meeting of States Parties to the Mine Ban Convention in May 1999.

cover photo Nic Dunlop, courtesy Human Rights Watch

*Since the beginning of the Ottawa Process in 1996, 20 countries have destroyed over 14 million stockpiled mines. These weapons will never take a life or limb.*

Switzerland have already completely destroyed their mines. Others, such as the Czech Republic, Denmark, France, Mozambique, Spain, Sweden, Ukraine and the United Kingdom are actively involved in stockpile destruction programs. Even non-signatory states like Russia and the United States have begun to destroy mines.

Canada has been active in promoting treaty universalization and adherence, and has contributed through a number of innovative and collaborative programs.

### Working in partnership

Much of the success in extending the treaty's reach can be attributed to the tremendous work done by the International Committee of the Red Cross (ICRC) and non-governmental organizations (NGOs) led by the International Campaign to Ban Landmines (ICBL). The unique partnership between these organiza-

tions and a community of like-minded governments was the cornerstone of the Ottawa Process and remains integral to ongoing work to implement the Convention.

In recognition of the NGOs' effective work, DFAIT established the Mine Action Partnership Program (MAPP) as a means to contribute to the core funding of key domestic and international NGOs. A total of \$761,000 was disbursed through this program in fiscal year 1998-99 to support three key NGOs.

Mines Action Canada (MAC) was allocated \$300,000 to help its universalization, ratification and implementation activities and to assist its work with pro-ban civil society organizations in Latin America, Africa and Eastern Europe. This funding also supported MAC's collaboration with DFAIT in the development of a multi-media/multi-sectoral mine action outreach program in Canada. Partnership funding also assisted MAC to cultivate private sector and civil society support for mine action programs.

The International Campaign to Ban Landmines (ICBL) received \$400,000 to continue work in support of rapid ratification and universalization in regions such as the Middle East, South East Asia and former Soviet republics where ban support is nascent. The funding will also assist the ICBL in advocacy and mine action policy development. Finally, funding for the ICBL will help it cultivate the capacities of pro-ban civil society organizations in developing countries so they are able to communicate effectively and efficiently with ban movement members.

The International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW) was allocated \$61,000 to build its capacity to push for the ratification, universalization and implementation of the Ottawa Convention. In particular, this funding assisted the IPPNW in helping build the capacities of civil society organizations in the former Soviet Union so they may participate fully in the ban movement and push governments in the region to sign, ratify and implement the Convention.

## Encouraging universalization

In some instances, small targeted initiatives can make the difference in dispelling reservations about adopting the ban or in persuading willing states that they can comply with their treaty obligations. To support national, regional and global initiatives that strengthen the political will for the Ottawa Convention, DFAIT launched a five-year, Mine Ban Initiatives Program (MBIP)—a flexible mechanism designed to fund small, regional mine action projects which may encourage signatories and ratifications. In 1998-99, the MBIP disbursed just over \$1.8 million, much of it in support of international conferences and workshops that promoted the Convention and worked to build capacity for compliance.

The MBIP supported conferences in Jordan, Thailand, Burkina Faso, Lebanon, Mexico and Russia. Each of these conferences

produced positive results for the Ottawa Convention. In Amman, Jordan announced its signature to the Ottawa Convention. Shortly after the Burkina Faso conference, this country became the 40th signatory to ratify the Ottawa Convention which set the date for its formal entry-into-force on March 1, 1999. At the Moscow conference, the Russian government announced a further three-year moratorium on the export of landmines and a halt to the production of blast AP mines.

The MBIP has supported the establishment of new ICBL offices in Ukraine and Georgia and bolstered ICBL campaigns in Nepal and Yugoslavia. The program has also allowed Canada to fund a range of small-scale mine action programs which assist states in meeting treaty obligations. These include a number of land clearance and victim assistance projects which are reported on more fully below.

*Regional seminars and conferences have been a catalyst in the steady increase in ratifications.*

*Jody Williams, George Alleyne, Director General of the Pan American Health Organization, and Minister Lloyd Axworthy at a Canada-Mexico co-sponsored regional seminar on anti-personnel mines in January 1999.*

# ANTIPERS "ASUMIENDO NUESTRO MEXICO D. F., 11-12 DE

CIDA



## Ensuring treaty compliance

Effective implementation and full compliance with the Convention are essential to maintaining its moral force, credibility and visibility. This is why DFAIT initiated the Mine Monitoring Program (MMP) to build civil society capacity to monitor the implementation of the Ottawa Convention.

This year DFAIT disbursed \$450,000 to support Landmine Monitor, a civil society-based monitoring system coordinated by the ICBL. Landmine Monitor's research capacity includes over 70 researchers from all over the globe. DFAIT funding contributed to the preparation of the first Landmine Monitor Report, released at the First Meeting of States Parties in Maputo, Mozambique in May 1999.

## Reducing stockpiles

Clearing a single mine in the ground costs up to US\$1000 and can be a deadly job. Destroying a stockpiled mine can cost as little as US\$3 and is both faster and safer. But not all states have the technical or financial capacity to destroy landmine stockpiles safely and effectively. Difficulty in destroying stockpiles

can prevent countries from signing and ratifying the Ottawa Convention because it has a four-year deadline for complete stockpile destruction. The Stockpile Destruction Program, managed jointly by DFAIT and DND, facilitates adherence to the Convention by providing states with the financial and technical assistance needed to destroy their stocks.

In 1998-99, \$172,000 was dedicated to the Stockpile Destruction Program. A key diplomatic breakthrough this year was the signing of a memorandum of understanding between Canada and the Ukraine. As a direct result, Ukraine signed the Convention just before it entered into force on March 1. Ukraine is burdened by an economic crisis and the legacy of a Soviet-era stockpile of 10 million mines, including some of the world's most toxic. This makes international assistance vital if Ukraine is to meet its treaty commitments. Under the memorandum Canada committed to provide technical and financial assistance for stockpile destruction. In cooperation with an international consortium of donors, Canada will help the Ukraine purchase an incineration facility to dispose of the stockpiles.

*Former Minister of International Trade Sergio Marchi and Ukrainian Foreign Minister Borys Tarasiuk at the signing of a series of agreements between the two countries, including a memorandum of understanding on stockpile destruction.*





# Reducing mine casualties

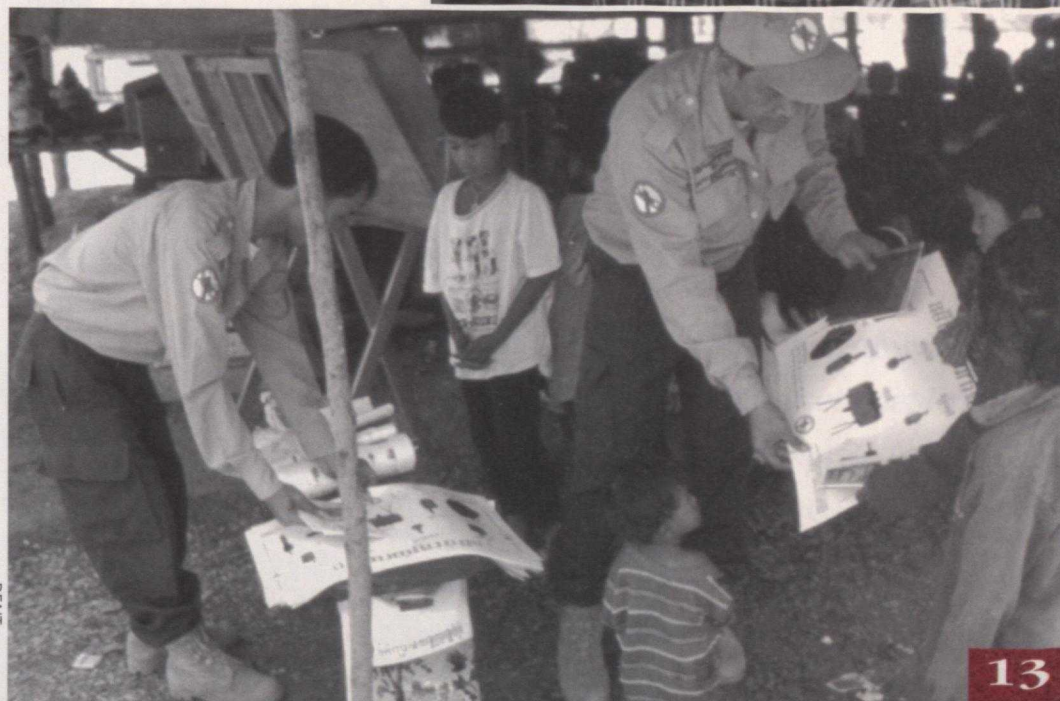
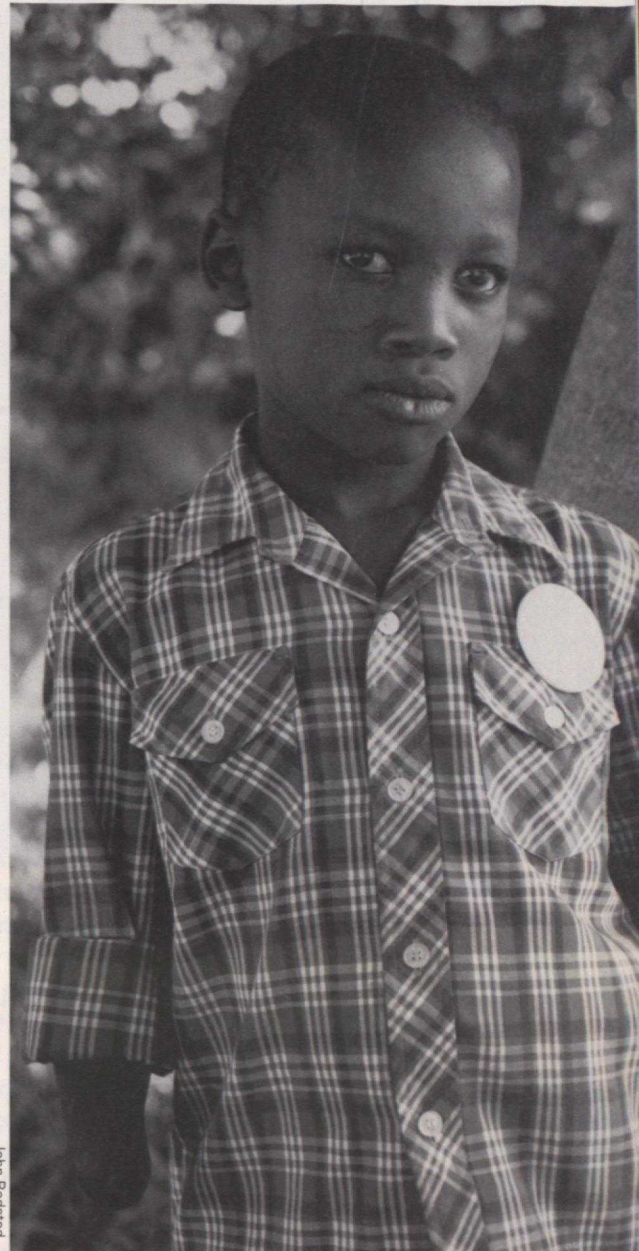
**R**educing - and ultimately eliminating - landmine casualties is one of the primary aims of the global effort to ban and remove these weapons. However measuring progress against this benchmark remains a tremendous challenge because of the difficulty gathering reliable data on victims. Many of those who encounter landmines never make it to hospitals or field clinics, they die on impact. Their families may or may not report the incidents to authorities. Even when survivors do find their way to medical help, there is no guarantee that their injuries will be recorded in a systematic registry of data on landmine incidents.

But where credible data does exist, there is room for guarded optimism. The incident rates in several regions severely affected by landmines appear to be decreasing. Casualty rates in both Afghanistan and Cambodia fell by almost half between 1993 and 1998. In Bosnia, the International Committee of the Red Cross (ICRC) recorded a huge drop in the casualty rates, from 56 victims per month in 1995 to 5.5 per month at end of 1998. In Mozambique over the same period, the monthly incident rate dropped from approximately 55 to fewer than 7.

More study is needed before firm conclusions may be drawn about the causes for these improvements. Ultimately, casualties diminish as the threat of landmines is removed and, in the short term, as people become more aware of the dangers and find safe alternative routes. Canada contributes to reducing casualties through its efforts in banning the use, production and trade of landmines, aiding in land clearance and stockpile destruction and supporting mine awareness training programs.


*With sustained efforts to ban the use of AP mines, clear land and train affected populations to recognise and avoid these weapons, there is hope for an end to such tragic injuries.*

John Rodsted



DFAIT

## Clearing priority land

 *Clearing mined land and returning it to safe and productive use is fundamental. The 10-year time frame written into the Convention is ambitious and sets a target which will require mass mobilization of resources, ingenuity and political will. One of the first challenges is the establishment of credible baseline data on existing mine contamination and setting priorities for clearance on the basis of greatest humanitarian need.*

Mine clearance has undergone a revolution in both theory and practice over the past few years. There has been a shift from a numbers-based model of mine clearance to a more community-oriented, impact-based model. Success in older mine clearance programs was often measured by the number of mines detected and destroyed rather than by the amount of productive land cleared or related reductions in the social and economic impact of mines on communities.

Newer approaches use community consultation and impact surveys to locate both high risk and high priority areas, such as roads, fields and sources of water and wood that must be cleared first. In some instances "area reduction" techniques, such as using specially trained mine detection dogs, have dramatically increased the speed with which significant amounts of land can be returned to productive use.



John Fostered

*Success in demining must be measured in terms of land returned to productive use.*



Nic Dunlop/DFAIT



Unfortunately, a lack of comparable data makes it difficult to provide a detailed portrait of global progress in demining. But available figures leave room for optimism:

- In Afghanistan, approximately 64% of mined residential areas and irrigation systems and 33% of all mined roads were cleared between 1993 and 1998. Approximately 93% of cleared land is under productive use.
- In Cambodia, 23% of suspect land has been cleared or declared mine-free.
- In Croatia, 50% of all mined roads, infrastructure and inhabited areas have been cleared in spite of the fact that only 5% of suspect areas have been demined.
- In Mozambique, approximately 7400 kilometres of road have been made safe for productive use after being cleared of mines.
- In Nicaragua, almost 40% of suspected mines were removed in only four years of intensive operations.

Canada's contributions to land clearance are extensive and encompass the entire range of activities necessary to create the right pre-

conditions for demining: building local capacity; supporting survey and mapping work; providing protective gear and technical advice; providing mine detection dogs and other detective equipment; and engaging in research on, and testing and marketing of, new technologies for humanitarian mine clearance.

## Bosnia and Herzegovina

Part of the legacy of the disintegration of Yugoslavia is severe landmine infestation in Bosnia and Herzegovina. There are an estimated 30,000 minefields and a total of approximately 750,000 to 1 million mines in the ground according to the Bosnia-Herzegovina Mine Action Centre (BHMIC). To respond to this humanitarian crisis, Canada has earmarked \$10 million in assistance over a five-year period.

Bosnia has a significant indigenous capacity for mine action. Approximately 650 civilian deminers are trained in humanitarian mine clearance. In addition, the armies of the former warring factions (entity armed forces) have approximately 500 deminers in their

*Canadian support is helping to build local capacity in demining prime land such as this in Bosnia.*

*Simply by co-financing insurance costs, Canada and Norway effectively doubled the number of deminers deployed in Bosnia and Herzegovina.*

ranks, and have signed a memorandum of understanding with the BHMIC to undertake humanitarian mine clearance operations to UN standards in areas designated as priority land by BHMIC.

The presence of numerous international civilian and military organizations, including the UN Stabilisation Force (SFOR), the ICRC, various UN agencies, the Office of the High Representative, key international mine action NGOs and the World Bank, offers further support for mine action.

Canada's program for the fiscal year 1998-99 focussed on two key elements: institution building and humanitarian mine clearance. Though it is impossible to estimate the amount of land that will be cleared as a result of this program, Canada is increasing the number of deminers by 450 through co-financing (with Norway) of the SFOR-Entity Armed Forces (EAF) insurance scheme and is supporting many mine clearance teams through NGOs. A victim assistance component will become an integral part of the program later in 1999.

In addition to a \$500,000 contribution to build capacity in the indigenous civilian and military Mine Action Centres, Canada provided the following support to demining operations in the region:

- \$800,000 for the SFOR-EAF demining program. These funds went towards the purchase of brush-cutting equipment and insurance for deminers. Canadian-Norwegian co-financing of this insurance doubled the number of deminers involved in clearing land. (Implementing agency: UNDP)

- \$450,000 in support of the demining operations of the Bosnian NGO Akcija Protiv Mina (Implementing agency: Handicap International)
- \$460,000 for demining operations in the Sarajevo Canton. Areas returned to civilian use this year included the Sarajevo Cemetery. (Implementing agency: Norwegian People's Aid)
- \$110,000 to train and deploy mine detection dogs. (Implementing agency: Canadian International Demining Centre)
- \$150,000 to provide five Canadian Forces technical advisors to BHMIC.

In November 1998, Canada also announced a commitment of \$1 million to the Slovenian Trust Fund for Demining and Victim Assistance in the region. This contribution will be made in the fiscal year 1999/2000.

## Cambodia

Cambodia easily ranks as one of the most mine-infested states in the world, with an estimated 4 to 6 million landmines left in the wake of 30 years of international and civil conflict. Cambodia is now an extremely poor country and reliant on international aid as it tries to stabilize its economy and deal with the legacy of conflict. To respond to the landmine problem in Cambodia, DND, CIDA, and DFAIT officials sent a mission to Cambodia in May 1998 and have developed a multi-year mine action program based on its findings.

The broad objectives of this funding program are to provide humanitarian demining assistance; increase access to cleared land; strengthen Cambodia's growing indigenous capacity for mine action; and help re-educate victims of landmine accidents. In 1998-99 this program allocated \$100,000 to provide management training for managers and sen-

Carol Hand/CIDA



*Handicap international and Akcija Protiv Mina deminers inspect AP mine typical of those which litter post-conflict Bosnia.*



ior officials of the Cambodian Mine Action Centre (CMAC). This training was provided by DND in Cambodia and Canada.

Canada also supports CMAC through the provision of technical advisors. A total of \$500,000 went through the auspices of the United Nations Development Program (UNDP) Trust Fund to cover the cost of posting seven Canadian Forces personnel in Cambodia in an advisory capacity. These seven advisors will remain in Cambodia through 1999/2000. The level of support is expected to drop to five CF personnel in 2000/2002.

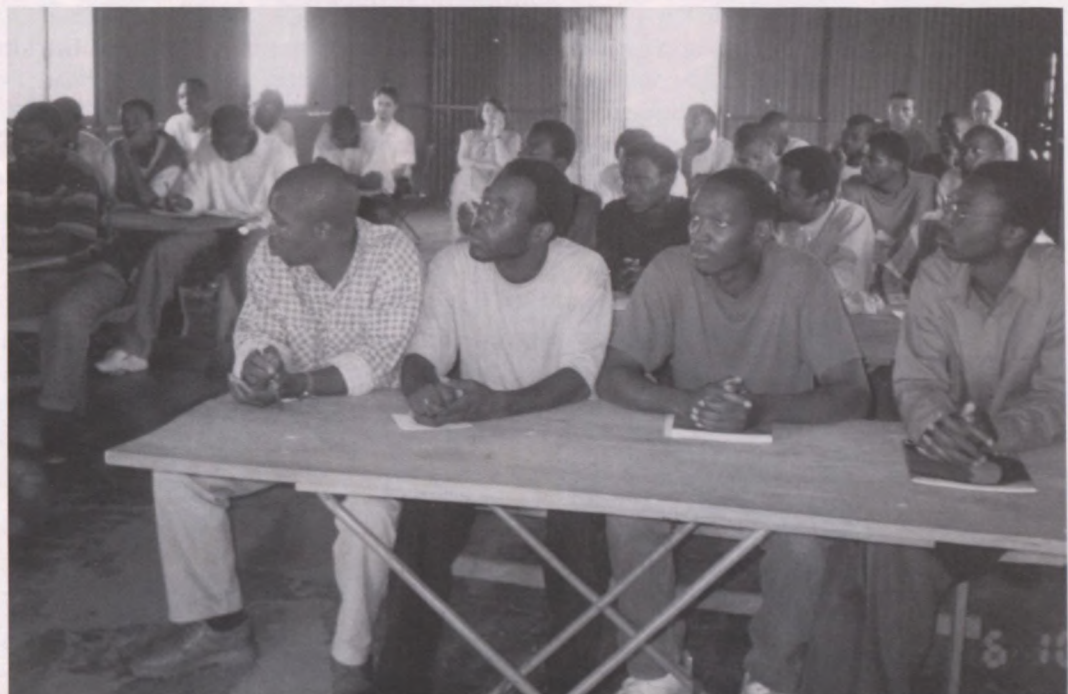
## Mozambique

More than 30 years of civil war have left an estimated 250,000 to 500,000 anti-personnel mines in Mozambican soil. With the end of conflict in 1992, mine clearance became a priority. However, Mozambique's limited financial resources were over-burdened by the need to provide substantial victim assistance and by the paucity of arable land available for agriculture. The dire situation of Mozambique made it a priority for funding assistance from the Canadian Landmine Fund.

A study by the UN determined that one of the main reasons for Mozambique's slow

*Canadian Forces technical advisors to the Cambodia Mine Action Centre receiving UN Special Services award.*

*Mozambican trainees attend session in preparation for carrying out a level one survey. This project, implemented by the Canadian International Demining Centre, will provide essential information for land clearance while building indigenous mine action capacity.*



David Horton/CDIC

*Med-Eng protective demining gear at work in Peru. Similar suits were purchased by Canada for use in Yemen and Jordan.*

Canada is also providing technical assistance to the United Nations Development Program's Accelerated Demining Program (UNDP/ADP). Three DND technical advisors are helping to build local capacity through survey and database training of indigenous staff. A total of \$275,000 was disbursed to the UNDP/ADP to purchase equipment. The training component of Canada's contribution is particularly critical to ensuring long-term sustainability of the mine action program.

### Peru-Ecuador

A commitment to mine clearance along a disputed border between Peru and

progress in demining was the lack of a sound level one national survey to help it set priorities for national mine action. To address this need, CIDA is funding a five-year, \$10.46 million Integrated Country Program in Mozambique which will provide a national level one survey, survey equipment and geospatial mapping. An assessment mission completed in September 1998 confirmed the need for a program encompassing a full range of training and institutional and technical support, as well as the core survey and mapping work.

In fiscal year 1998-99, CIDA allocated \$425,000 for the Mozambique mine action program. The Sydney, Nova Scotia-based Canadian International Demining Centre (CIDC) was contracted to carry out the level one survey and deployment began in March, 1998.

Ecuador is one of the cornerstones of a series of peace agreements signed between the former adversaries in October 1998. Canada and the Organization of American States (OAS) are eager to assist these efforts to permit demarcation of agreed-upon boundaries as a way of encouraging stability in the region.

Peru and Ecuador each received \$50,000 to support Phase 1 of a demining plan for their shared border. This money was used to purchase demining protective gear produced in Canada by Med-Eng Systems. Canada continues to work through the OAS to support the implementation of a Phase II plan for border mine clearance, and in the spring of 1999, contributed \$300,000 in seed money to a newly-created OAS trust fund dedicated to raising funds within this hemisphere to clear mines along the Peru-Ecuador border.

## Nicaragua

In the wake of Hurricane Mitch last November, Nicaragua saw years of painstaking work in clearing landmines washed away as flooding and mudslides displaced previously located and marked minefields.

Canada contributed \$100,000 to enable the OAS to conduct the first assessment of Mitch's impact on landmine clearance work. This funding also contributed to replacing essential surveying and demining equipment lost during the disaster.

To address the broader demining needs along the Nicaragua-Honduras border, Canada announced a two-year contribution of \$1 million. Norway is also contributing \$1 million to the project, which is being managed by the OAS. Canadian funding for this work is being released over two years from 1999 to 2001.

## Jordan

In response to Jordan's decision to sign the Ottawa Convention, Israel, Jordan, Canada and Norway agreed to implement a four-party mine action assistance program. Canada participated in a joint exploratory mission in July 1998 and provided \$285,000 in equipment and training for the project.

---

*Canada is contributing to renewed mapping and demining work in Nicaragua, essential in the aftermath of Hurricane Mitch.*

## Yemen

To assist in Yemen's demining efforts, CIDA released \$1.5 million to the UN Mine Action Service (UNMAS). This funding enabled UNMAS to carry out a national level one survey. The results of this survey are helping Yemen set national priorities for land clearance. DFAIT's Mine Ban Initiatives Program (MBIP) also provided Yemen with \$107,000 to procure demining protective gear. The Canadian NGO ADRA/Canada is the agency purchasing the equipment.

## Chad

In Chad, our contribution of \$100,000 to the newly-established Mine Action Centre provided database equipment and the staff to operate it. This will permit Chad to conduct a national level one survey of its mine problem, develop maps and set priorities for mine clearance.

## Croatia

Canada's contribution of \$100,000 to the Croatian Mine Action Centre will assist in the important task of quality control, ensuring that cleared land meets the UN humanitarian demining standard of 99.6%. Specially trained dogs are used in mine detection in Croatia, and Canada's support will be used to maintain dogs and handlers.



## Demining research and development



### The Canadian Centre for Mine Action Technologies

Since World War II, most research into demining technology has been aimed at expanding the speed and effectiveness of military mine clearance. Military forces aim to clear safe passage for the transport of troops and heavy military equipment through minefields. However military demining technology has not always been effective in humanitarian demining because the latter requires clearance of much larger areas and clearance rates approaching 100%.

To expand research and development of humanitarian demining technology, in 1998 Canada created the Canadian Centre for Mine Action Technologies (CCMAT), now located at the Defence Research Establishment Suffield (DRES) in Alberta. This initiative pairs the military expertise and facilities of the Department of National Defence (DND) with Industry Canada's (IC) ability to engage Canadian industry's entrepreneurship and innovation.

The Centre's proximity to DRES provides access to sophisticated test-and-evaluation facilities on the Experimental Proving Ground at Suffield and capitalizes on the research establishment's internationally recognized program in military countermine research and development.

Industry Canada has the lead in commercializing and marketing existing Canadian technologies. Through the involvement of IC's Technology Partnerships Canada Program, companies with promising new technologies for humanitarian demining may obtain assistance to bring their products to market.

CCMAT's mandate is to help make humanitarian mine clearance technology faster, cheaper and more effective. To implement this mandate, the Centre will focus on the following core activities:

- Conducting research and development (R & D)
- Adapting military equipment
- Acquiring and disseminating technical information
- Performing tests and evaluations
- Investigating alternatives to anti-personnel landmine capabilities
- Commercializing appropriate technologies

Total spending for CCMAT start-up and operation in the first year of the Landmine Fund was \$1.1 million with the following work being carried out in the areas outlined above:

#### Research and development

A scoping study was undertaken this year to provide a blueprint for the Centre's research and development program. The report reviewed the spectrum of applicable technologies and recommended that research focus on finding more effective methods for detecting and neutralizing mines and providing protection for deminers. Projects include:

- acquisition of technology for the study of



tissue injury from mine blasts. It is anticipated that this technology will be installed, and preliminary testing of mine blast effects will be completed, by the end of next fiscal year.

- development of a series of surrogate mechanical mines which can be used to evaluate mechanical devices – such as flails – for preconditioning ground and destroying mines in older, overgrown minefields.
- development of plans for a trial of an instrumented mine prodder at the Cambodian Mine Action Centre.
- testing of a prototype foot protection system being developed by a Canadian company.
- development of plans to test a new explosive technique for neutralizing landmines. This new technique would increase safety in the transport of neutralizing materials, as it may be assembled in the field from two precursor substances which are non-explosive until combined.
- participation in a major international trial of hand-held detection systems. Over the course of the trial, approxi-

mately 25 metal detection systems are expected to be evaluated.

### Adapting military equipment

Through its association with DRES, the Centre will investigate the possibility of transferring military mine clearance technology to civilian use. One example is an instrumented mine prodder that uses signal processing to distinguish between plastics, metals and rocks. The concept for the device originated at DRES and is now being developed commercially by Canadian industry.

### Acquiring and disseminating technical information

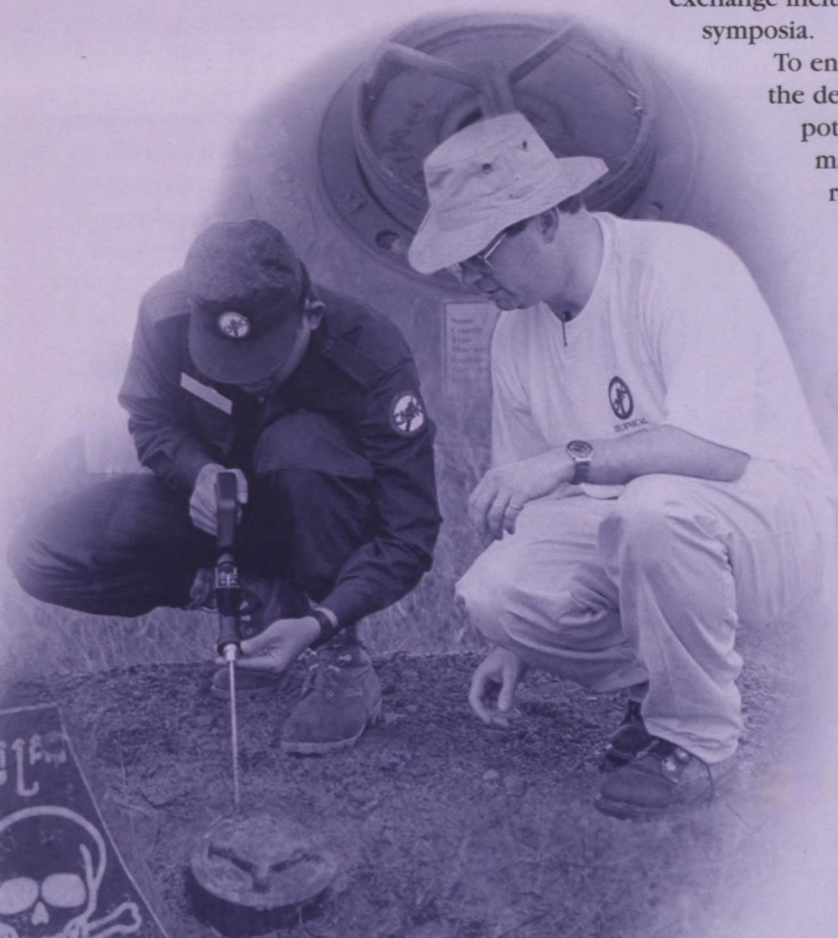
This function will be carried out, in large part, through the Information Forum established by Canada and the European Commission. The Forum welcomes countries with an ongoing R & D program and will create an electronic journal of mine action technology. The Director of CCMAT will be a co-editor of the journal. Other avenues for information exchange include technical workshops and symposia.

To engage Canadian industry in the demining challenge and inform potential applicants of CCMAT's mandate and available resources, the Centre ran a workshop involving more than 70 industry, government and demining participants. This resulted in the submission of more than 30 proposals which are now being assessed.

---

*CCMAT contributes to the field testing of technologies with the potential to improve current practices in demining. This new prodder underwent testing in Cambodia.*

*CCMAT is investigating technologies to make humanitarian mine action faster, safer, cheaper and more effective.*





## Performing tests and evaluations

The unique facilities available through DRES permit Canada to be an active participant in the International Test and Evaluation Program which is aimed at providing global standardized testing of new demining technologies. CCMAT uses these test facilities in its role as an assessment agency. A comprehensive evaluation by CCMAT helps Industry Canada commercialize and market demining technology.

## Investigating alternatives to anti-personnel mine capabilities

Objections by some states to adopting the AP Mine Ban Convention on the grounds that these weapons are a useful and cost-effective military option remain one of the most serious obstacles to the universalization of the treaty. That is why Canada is committed to investigating alternatives. It is hoped that credible research into the impacts of removing these weapons systems from military force structures will have a positive influence on hold-out states.

In this context, an operational research

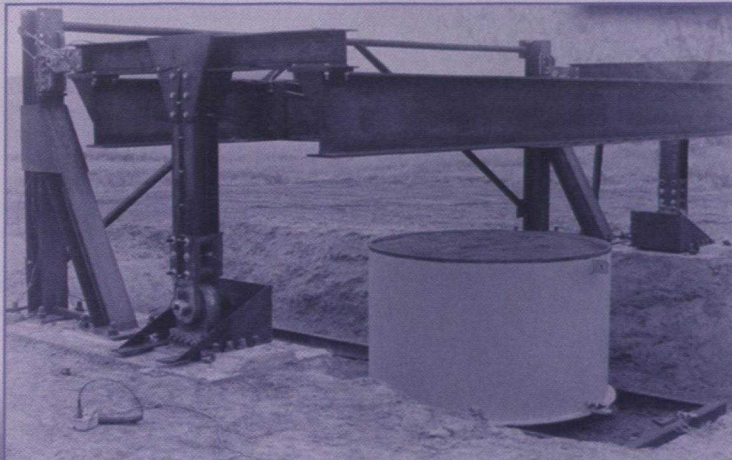
study of the role of the AP mine in warfare is underway. This study will determine the impact of removing AP mines from land force operations, and investigate what, if any, replacement technologies are necessary. Once the study is completed, CCMAT will investigate alternatives that provide the security advantages of landmines without leaving their deadly legacy.

## Commercialization

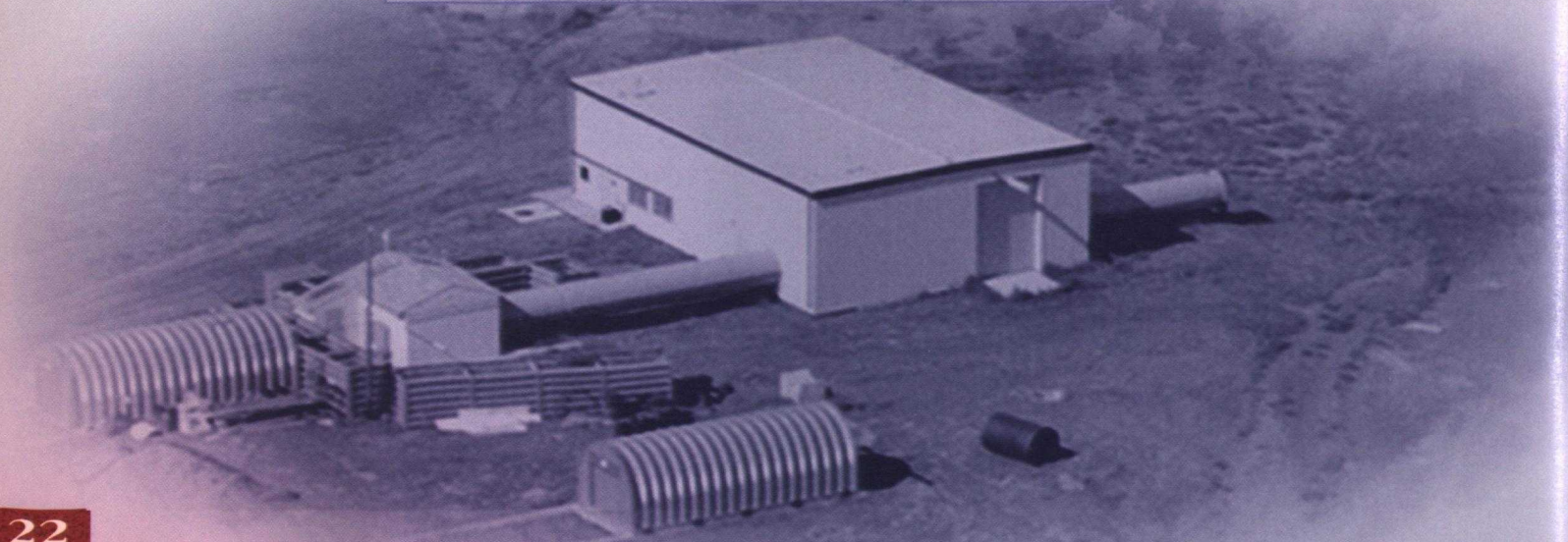
Within CCMAT, Industry Canada is helping commercialize appropriate technologies and innovations for humanitarian demining and victim assistance. One technology being advanced is a brush cutter which may significantly increase the effectiveness of demining operations.

To inform Canadian companies of the assistance available to them, Industry Canada has developed a Web site listing the opportunities for commercialization of current products. Through *Strategis*, Industry Canada's flagship Internet tool for business information, companies are encouraged to register themselves and their products with the on-line directory.

*Right: This structure measures the blast effects of charge sizes up to 2 kg.*



*Below: This blast tube is used in evaluating protective equipment and investigating blast effects on the human body, using dummies. Explosive force of up to 100 pounds-per-square-inch can be simulated in the tube.*



## Assisting victims and their communities

**A** recent British Medical Journal study reported that in four of the most mine-infested countries (Afghanistan, Bosnia, Cambodia and Mozambique) an average of one household in 20 included a landmine victim. One in 10 of the 2100 landmine victims encountered by the medical researchers was a child. The researchers also found that households with landmine victims were 40% more likely to have difficulty providing food for the family. Statistics like these, and the poignant stories of personal tragedy that accompany them, have made victim assistance one of Canada's most urgent mine action priorities.

The needs of landmine survivors are much more than physical: Integrated programs must also address the economic, social and psychological impacts of trauma and loss of limbs and sensory abilities.

Globally, the nature of mine victim assistance is undergoing dramatic changes similar to those seen in mine clearance. In the past, victim assistance was largely limited to acute care and fitting prostheses. The psychological, social and employment needs of mine victims were rarely addressed and victims often faced social marginalization.

The mine action community is now recognizing that victim assistance has to meet a mine victim's broader needs, encompassing all aspects from initial emergency treatment to long-term social and economic rehabilitation. Many victim assistance programs are now offering employment opportunities to victims, often in the area of prostheses production and victim rehabilitation.

Measuring progress in delivering assistance to mine victims is difficult, since many donors and implementing agencies are reluctant to single out mine victims for support in countries with many other victims of war and disease. But we can point to some significant steps forward in this area:

- Since 1995, Mozambique has added three more orthotic centres to the six already in existence. Two more are planned for the near future.
- In Bosnia, 38 clinics have been set up as part of the World Bank War Rehabilitation Project Victims Fund, providing a full range of services to landmine victims.
- In 1998, Jordan introduced a Bill of Rights



John Rodsted

for Landmine Survivors which recognizes a victim's right to comprehensive rehabilitation, education, employment and social support.

Canada's efforts in this area support the full range of survivor needs, from initial treatment to long term care and rehabilitation. Many of Canada's contributions to victim assistance in 1998-99 were funded through CIDA's Tapping Canadian Creativity Program (TCCP), which supports partnerships between Canadian and overseas NGOs delivering projects adapted to local needs.

## Afghanistan

Continuous conflict since the mid 1970s has left Afghanistan one of the countries most seriously affected by mines. No precise number

can be placed on the extent of contamination because the use of landmines has been so pervasive and indiscriminate. Estimates range from 5 to 10 million implanted mines, with devastating effects on a society already exhausted by years of strife. Mine incidents are extremely common, involving one adult male in 10.

In 1998-99 CIDA responded by funding two initiatives in Afghanistan that focus on victim assistance. A total of \$108,000 was allocated to support national capacity for victim assistance through a program implemented by the Afghan agency, Comprehensive Disabled Afghans Program (CDAP). This program trains field workers in basic rehabilitation skills and supports community-based management of the program. This funding will also assist in the socio-economic integration of vulnerable groups and support advocacy for the rights of the disabled.

Another CIDA-funded victim assistance project in Afghanistan provided \$92,000 for the Afghan non-governmental Guardian Institute of Orthopaedics in Kandahar. This new program aims to provide the disabled with orthopaedic appliances and prostheses, walking aids and wheel chairs. It also seeks to ensure proper physiotherapy for mine victims.

As in most CIDA projects, developing indigenous capacity is important. It is provided here by training technicians in prostheses, orthotics and language skills and through development of a female orthopaedic section that advances self-reliance of female technicians. Finally, the project seeks to establish a referral system in the Kandahar area since many mine victims do not receive help because they are not aware it is available.

---

*With support from the Canadian Landmine Fund, World Vision is helping the landmine-disabled acquire new skills and means of income through the Vocational Skills Training Centre in Battambang, Cambodia. Students are taught welding along with radio, television and motorcycle engine repair. Program graduates may also apply for low-interest credit to set up businesses.*



## Cambodia

In 1998, the Cambodia Mine Incident Report, which pools data from UNICEF, the Red Cross and NGOs working in the region, reported 1249 confirmed new landmine casualties. Most directly affected are those living along the Thai-Cambodian border. With limited land available for resettlement of those displaced by conflict, there is extreme pressure to utilize all available land, even in regions heavily contaminated by landmines and other explosives.

Through TCCP, CIDA is supporting two projects to assist Cambodian landmine survivors, both currently in start-up mode. World Vision Canada received \$250,000 to work with local partners to expand vocational rehabilitation options in rural communities, with a particular focus on women survivors. The project also supports a vocational rehabilitation training centre to help victims develop the technical skills they need to find a new livelihood.

The Council of Canadians with Disabilities (CCD) received \$90,000 for a project aimed at developing locally-based peer counselling programs to support reintegration of landmine survivors into the community. This funding will also contribute to the development of legislative guidelines covering disabled access to public buildings and programs in Cambodia.

## Central America

In an effort to support the peace process in Central America and aid in post-conflict reconstruction, the Canadian government worked with Mexico and the Pan American Health Organization (PAHO) to develop a program of landmine victim assistance for Nicaragua, Honduras and El Salvador. CIDA has allocated \$3.5 million over five years for this project, of which \$500,000 was disbursed in 1998-99. The program will help build sustainable, indigenous, rural rehabilitation services and aid prosthetic/orthotic development in regional centres. It will also develop a socio-economic reintegration program for victims.

In 1998-99, negotiations between Canada,



*Kol Ly, 17, lost one of her legs in a landmine accident in 1995 while collecting firewood near her home. Through a World Vision program now supported by the Canadian Landmine Fund, Kol Ly received a prosthetic leg, rehabilitation therapy, sewing skills training, and a small business loan. She now makes and sells clothing to local people.*

Philip Mahler/World Vision Canada

Mexico and PAHO resulted in an agreement to ensure field coordination of the program which will include using the services of the Queen's University International Centre for Advanced Community-Based Rehabilitation (ICACBR) as the Canadian implementing agency. The effects of Hurricane Mitch delayed the start of this project, however, project planning did begin in January 1999.

To aid the peace-building process in Guatemala, Canada and Israel have undertaken an initiative that will focus on community rehabilitation of landmine victims. Canada is providing support, mainly for victims' physical and social needs, through the Canadian implementing agency, Queen's University's ICACBR. The Israeli partner, the Development Study Centre, is focussing primarily on economic and vocational rehabilitation of the disabled. A joint assessment mission to the region in

December 1998 led to the approval of a \$400,000 Canadian contribution towards a two-year project, which will begin in fiscal year 1999/2000. In addition, Canada provided \$100,000 in start-up funding in 1998-99. Israel will be providing matching funds for this initiative, and members of the Israeli community in Canada are also considering support for the project.

Through CIDA's Tapping Canadian Creativity Program (TCCP), Canada is supporting victim assistance in El Salvador and Nicaragua. A total of \$200,000 was provided to the Sierra Club of British Columbia for a project in El Salvador which combines vocational training for landmine survivors with the production of sustainable energy technologies. New Brunswick's Fallsbrook Centre was awarded \$106,000 to work with communities in the east and west Rio Coco region of Nicaragua on a combined mine awareness-victim assistance project. Landmine survivors will be trained in solar electrification so that they can manage the distribution and maintenance of village-level solar energy systems.

*These rudimentary wheelchairs built from locally available materials were produced at a workshop in Nampula province, Mozambique. CIDA and the Canadian Auto Workers are providing matching funds for upgrades to this workshop and to rehabilitation services for victims.*

## Mozambique

Through TCCP, CIDA is also funding an innovative, integrated project in Mozambique developed by the Canadian Auto Workers (CAW) in partnership with CUSO, Handicap International (HI) and COCAMO (Co-operation Canada-Mozambique). The CAW contributed \$200,000 toward this program in 1998-99 and this funding was matched by an equal contribution from CIDA. The victim assistance component of this project includes support to transit centres in Nampula and Inhambane provinces which provide prostheses and on-going support for survivors.

## Uganda

Through TCCP, CIDA provided \$125,000 in support for a landmine survivors' health care program being implemented by the Canadian Network for International Surgery. This initiative aims to expand information on the health consequences of landmines at the hospital and community level through development of a database for program planning.

## Yemen

Two victim assistance projects focussed on rehabilitation in Yemen are also being supported through the TCCP. ADRA Canada received \$150,000 to provide community-based rehabilitation services to the severely disabled. The project also aims to provide vocational assistance so that landmine survivors and their families can earn an income.

The Canadian NGO Alternatives received \$100,000 towards a combined mine awareness, victim assistance and rehabilitation project working in cooperation with local NGO partners and the National Mine Awareness Committee.



## Creating mine awareness

**M**ine awareness programs are critical to preventing new landmine accidents.

*In the past, progress in this area was measured by the number of people reached by mine awareness programs rather than by the degree to which behaviours changed. Experts have begun to recognize that some groups will continue to take risks simply because they have no other choice than to seek water, food or fuel in mined areas.*

UNICEF is attempting to address some of these problems by developing and disseminating new guidelines for mine awareness training. Mine awareness programming has begun to move beyond the old lecture-style presentations and literature that often lacked sensitivity to culture, age and literacy levels. New mine awareness programs display more creativity and sensitivity to community needs and context. Today's mine awareness educators often rely on popular education techniques such as mime, story telling, music, comic books and even soap operas to get the message out.

---

*Messages must be visual and direct to convey the dangers to those most vulnerable.*



Mine awareness was a component of several integrated programs funded by Canada this year, including the CIDA-CAW co-funded mine action program in Mozambique and other projects funded through CIDA's Tapping Canadian Creativity Program (TCCP). TCCP provided \$250,000 for mine awareness in Laos and the same amount for Angola through UNICEF Canada. The Mines Advisory Group received \$46,400 for teacher-training and child-to-child mine awareness training in Iraq.

CIDA also provided \$300,000 for a radio

education initiative for children in Afghanistan that raises awareness of the dangers of landmines. Surveys done in Afghanistan have demonstrated the enormous reach and effectiveness of radio in reaching isolated segments of the population such as women and children, who may be excluded from more formal training sessions. The European Union is co-funding this initiative, delivered through the International Centre for Humanitarian Reporting.

*This Mozambican troupe uses popular theatre techniques to deliver a mine awareness message at the village level.*



Carol Phillips/CAW



## Improving mine action information

**O**ne of the greatest challenges to improving the efficiency and effectiveness of mine action programs is the lack of reliable information on the nature of the landmine problem. Over the past two years significant improvements in the quality and quantity of this information have prompted a shift away from focussing on the number of mines in an area to addressing the social and economic impact of the mines. This conceptual shift - and the new information it is generating - are enabling a growing number of national and international mine action institutions to plan and program in a more coordinated, purposeful and systematic way.



At the global level, the United Nations system has transformed its approach to mine action over the past 18 months. Today the UN Mine Action Service (UNMAS) acts as the focal point within the UN system for all mine-related activities and works closely with organizations such as, the United Nations Development Program (UNDP), the United Nations Office for Project Services (UNOPS), UNICEF, the United Nations High Commissioner for Refugees, the World Food Program, the World Health Organization and the Department of Disarmament Affairs to support specific mine action initiatives and programs. UNMAS also coordinates the collection, analysis and dissemination of mine action information and has taken the lead in working with members of the New York-based Mine Action Support Group to improve donor coordination.

Another significant global development has been the emergence of the Survey Contact Group - an NGO coalition working with UNMAS and key donors to facilitate the implementation of national level one surveys aimed at producing high quality, standardized data on the socio-economic impact of AP mines. Since 1997, level one surveys and/or in-depth assess-

ments have commenced or been completed in Bosnia, Cambodia, Chad, Jordan, Lebanon, Mozambique, Thailand and Yemen.

To enhance the coordination of global mine action, DFAIT granted a one-time contribution of \$500,000 to UNMAS in 1998-99. This funding will help to ensure global resources are used effectively and efficiently.

Canada also developed the Multilateral Institutions Program to support mine action initiatives undertaken by multilateral agencies such as the UN and ICRC. This program will fund a total of \$10.5 million of initiatives over five years and this year disbursed just over \$2.8 million through these international bodies, including \$1.5 million for the national level one survey in Yemen described above; a further \$205,000 directed to the UNDP Trust Fund for Laos; \$500,000 to the UNDP Trust Fund for Cambodia; \$300,000 to the OAS Trust Fund for demining along the Peru-Ecuador border; and a \$300,000 contribution to mine awareness training in Afghanistan.

As well, much of Canada's work in Mozambique consists of a multi-year program to improve the information on that country's mine situation by supporting a national level

*Improved information on the mine problem is critical to the efficient and effective use of limited mine action resources.*

one survey and geo-spatial mapping and providing survey equipment.

In southern Africa, the International Development Research Centre is building regional research capacity on mine action with \$95,000 in funding from Canada.

Globally, additional high-quality mine action information will be provided by the Landmine Monitor initiative, a civil society-based global reporting network which monitors the implementation of the AP Mine Ban Convention as well as progress in mine action generally. Canada supports Landmine Monitor through its Mine Monitoring Program, as described above.

Improvements in mine action information

also stem from the rapid growth in the number of mine action institutions dedicated to the management of national mine action activities. As of May 1999, there were Mine Action Centres (MACs) in Afghanistan, Bosnia, Cambodia, Croatia, Somalia and Thailand. There are a further 11 significant national demining programs in Angola, Azerbaijan, Chad, Guatemala, Jordan, Laos, Lebanon, Mozambique, Namibia, Nicaragua and Yemen. In 1998-99, Canada provided core-funding to the Bosnia-Herzegovina Mine Action Centre, funding for management training and technical advisors at the Cambodia Mine Action Centre, and support for a level one survey by Chad's national demining centre.



UNMAS



*The Mine Action Investments database, to be Internet accessible in late 1999, is the result of collaboration between Canada and UNMAS to improve information sharing on mine action donor activities. This database will assist UNMAS in its important coordination role and provide fast and public access to mine action information.*

## Sustaining the Canadian effort

**A**s the struggle shifts from the achievement of a comprehensive ban on landmines to universalizing and implementing the ban, efforts to maintain public support and momentum remain crucial. To promote domestic and international public awareness of the landmines issue and to encourage long-term sustainable funding, DFAIT developed the Outreach and Sustainability Program (OSP).

In 1998-99, this program spent \$937,000 to support the development of innovative outreach tools and programming, and fundraising efforts among individuals, the private sector and NGOs.

The outreach tools included several audio-visual products, among them a CD ROM entitled Ban Landmines which has won a number of awards for multimedia excellence in both Canada and the United States. Over 10,000 copies of this CD have been distributed to schools and public libraries across Canada,

while approximately 1000 copies have been sent to diplomatic missions and NGOs for use internationally.

An award-winning broadcast documentary, *One Step at a Time*, was also developed with funding from OSP. This program, available in Spanish, English, French and Russian, has been broadcast in 26 countries. A shorter video format version, *In Years Not Decades*, has been distributed in French, English and Arabic. At year end, plans were underway for its translation into Portuguese for distribution at the First Meeting of States Parties in Mozambique.

Both the video and CD ROM feature in an interactive exhibit on landmines which has

*This interactive display has helped to raise public awareness of the landmine issue in cities across Canada.*





*Youth Mine Action Ambassadors are actively engaging young Canadians in the global movement to end the use of AP mines.*



*Dance without Fear is a nation wide event that involves youth in raising awareness and funds for the Canadian Landmine Action Fund.*

**DANCE  
WITHOUT  
FEAR**

*Barbara Kunder/Joss MacLennan for DFAIT*

travelled across the country from Penticton, British Columbia to St. John, New Brunswick.

OSP also funded the redesign and re-launch of DFAIT's landmines web site "Safelane" to update its contents and improve its visual appeal and navigability. The Outreach Program produces a quarterly landmine ban update in magazine format, also entitled *Safelane*, which is distributed domestically and internationally to NGOs, parliamentarians, diplomatic missions and the general public. This annual report to Parliament on Canada's mine action activities also falls within the mandate of the OSP.

Another Canadian innovation launched under the OSP is the Youth Mine Action Ambassador Program (YMAAP), an initiative which draws upon the talents and energies of recent university graduates to educate and mobilize other Canadian youth. This year, five Ambassadors were engaged under the Youth International Internship Program and worked from the offices of non-governmental hosts in

DFAIT



Print and multimedia information on landmines and the ban available through DFAIT.

five Canadian cities: St. John, Montreal, Ottawa, Winnipeg and Vancouver.

This program was launched by DFAIT in September 1998 and is steered jointly with our partners in Mines Action Canada and the Canadian Red Cross. Through this program, thousands of young Canadians have learned about the landmines crisis in school and community presentations by the Ambassadors; hundreds have taken active part in mobilization events such as Landmine Awareness days and a fundraising event called "Dance without Fear". This spring, interested teens were invited to deepen their knowledge and commitment by taking part in regional youth conferences held in May 1999. The reach of the YMAAP has been extended by radio, television and press coverage of their activities.

To promote sustainable funding for mine action, DFAIT worked with Mines Action Canada to establish the Canadian Landmine Action Fund. This fund was launched by Minister Axworthy in September 1998 as an opportunity for Canadian businesses and individuals to make charitable contributions to mine clearance and victim assistance initiatives.



# 1998-1999 Canadian Landmine Fund Spending Summaries



## Departmental expenditures by program

TABLE 1	Spent fiscal year 1998-99 (000s)
Department /program	
<b>DFAIT</b>	
Mine Action Partnership	761
Mine Ban Initiatives	1808
Multilateral Coordination	500
Mine Monitoring	469
Mine Action Research, Training and Policy Development	207
Outreach and Sustainability	937
Stockpile Destruction	72
Policy Support Unit	884
<b>Total DFAIT</b>	<b>5638</b>
<b>CIDA</b>	
Integrated Country Program – Mozambique	425
Integrated Country Program – Bosnia and Herzegovina	2470
Tapping Canadian Creativity	2000
Country Initiatives – Asia	600
Integrated Country Program – Americas	500
Multilateral Institutions Program	2805
Support Unit	200
<b>Total CIDA</b>	<b>9000</b>
<b>DND</b>	
Stockpile Destruction	100
Canadian Centre for Mine Action Technologies	1063
<b>Total DND</b>	<b>1163</b>
<b>Industry Canada</b> (Canadian Centre for Mine Action Technologies)	38
<b>Total Industry Canada</b>	<b>38</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15,839</b>

## Investments in banning landmines

TABLE 2

This table details expenditures made by the Government of Canada in 1998-99 in support of universalization and implementation of the global ban on anti-personnel mines. These expenditures have been broken down according to:

- A** country-specific campaign support;
- B** support for the global campaign;
- C** support for regional campaign conferences; and
- D** support for stockpile destruction efforts.

<b>A Investments in support of country-specific campaigns to ban landmines</b>	Total spending fiscal 1998-99
Georgia	\$ 46,000
Nepal	\$ 14,000
Russia	\$ 62,129
Ukraine	\$ 51,204
Yugoslavia	\$ 20,229
<b>B Investments in support of global efforts to ban landmines</b>	
International Campaign to Ban Landmines	\$ 885,521
Mines Action Canada	\$ 300,000
<b>C Investments in support of regional campaign conferences</b>	\$ 273,839
Amman (Jordan); Bangkok (Thailand); Beirut (Lebanon); India (various locations); Mexico City (Mexico); Moscow (Russia); Oagadougoo (Burkina Faso)	
<b>D Investments in stockpile destruction</b>	\$ 172,000
<b>Total investments in banning landmines</b>	<b>\$ 1,824,922</b>

## 1998-99 Investments by thematic area of mine action

**Banning Landmines** refers to investments in promoting the universalization and effective implementation of the global ban on anti-personnel mines, including stockpile destruction.

**Mine Action Information** refers to investments in more and better information on the landmine problem for the purpose of more effectively targeting other mine action efforts. Mine action information includes assessment missions, information tools, and research into building capacity and developing best practices.

**Research and Development** refers to investments in scientific research and subsequent development into new or improved technologies and processes for addressing the landmine problem.

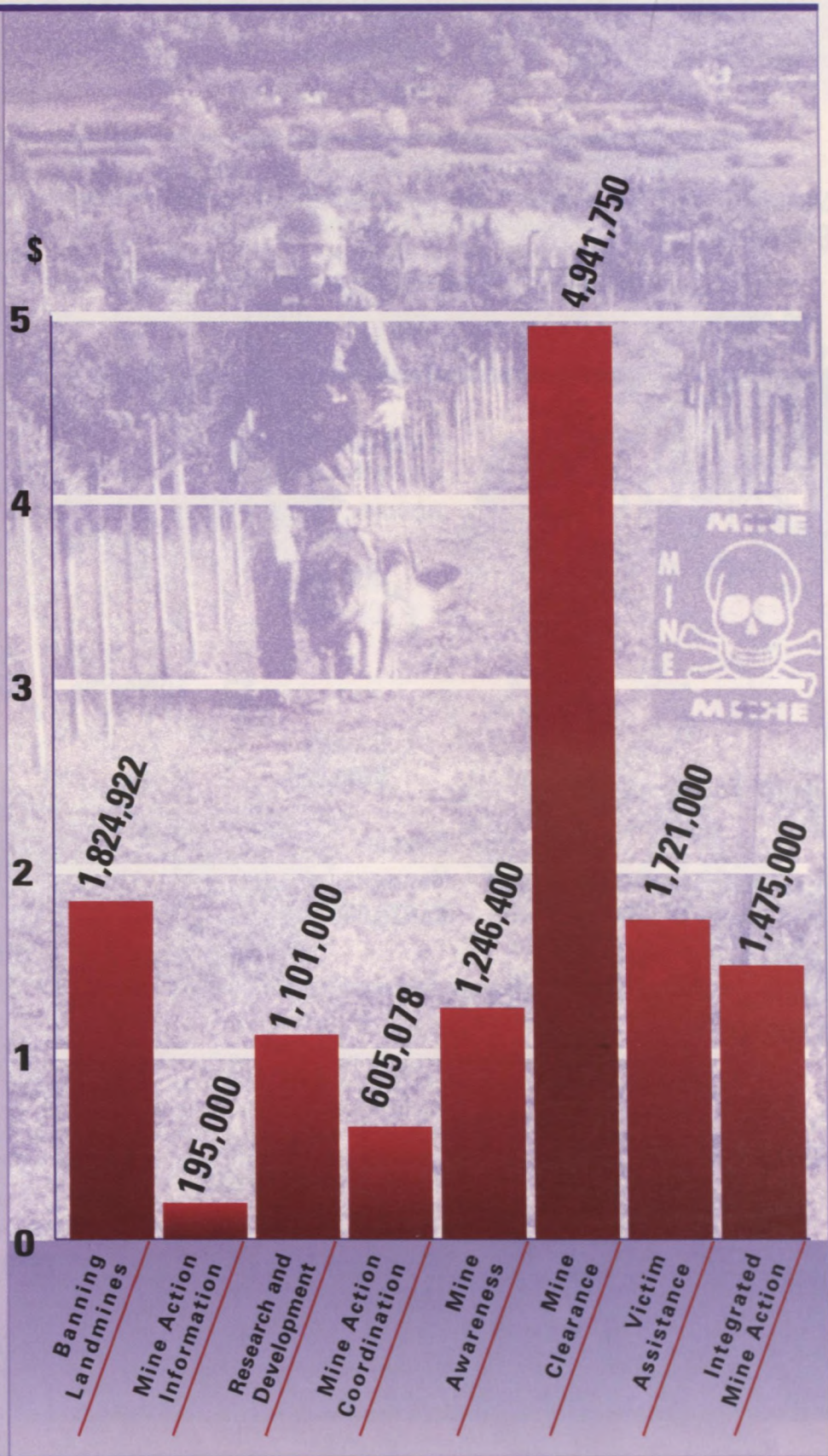
**Mine Action Coordination** refers to investments in structures and organizations that will support greater coherence in, and progress towards, addressing the landmine problem.

**Mine Awareness** refers to investments in education and training programs that will reduce high risk, mine-related activities and therefore prevent casualties.

**Mine Clearance** refers to investments in the full spectrum of activities related to clearing mined land, including surveys, mapping and marking minefields, training, supporting mine dog detection teams, providing equipment and protective clothing, demining and quality assurance.

**Victim Assistance** refers to investments in providing services to victims of mine incidents, including medical services; prosthetics, orthotics and other aids; and physical, vocational, social and psychological rehabilitation.

**Integrated Mine Action** refers to investments in programs that incorporate more than one core mine action activity into a single program.



1998-99

Mine action spending by country/region

This map shows country-specific or, in the cases of Central America and Southern Africa, region-specific total expenditures made by the Government of Canada in 1998-99 on mine action information, mine awareness, land clearance, victim assistance and integrated programming. Global expenditures on banning landmines are detailed in table 2.

